

CPIA Detailed Report

Pays: Equatorial Guinea

Année de l'exercice: CPIA Exercise 2023

Currency: Central African CFA Franc (XAF)

Ville: Malabo

Groupe de revenu: Upper middle income

Catégorie de prêt: IBRD

Score CPIA final: 2.762

(A) Economic Management

Score du cluster: 3.333

01. Fiscal Policy

Score du critère: 3.5

1. Fiscal Policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

En matière de politique budgétaire le pays a fait beaucoup de progrès qui doivent se poursuivre. En effet, une évaluation récente (Juin 2023) de la facilité élargie de crédit (FEC) et du programme d'urgence (2021)

soutenus par le FMI sur la période 2019-2022 montre qu'en ce qui concerne les réformes macro-critiques de gouvernance, 89% des réformes ont été entièrement ou partiellement réalisées (58% entièrement réalisées et 31% partiellement réalisées) et 11% non réalisées. D'après la dernière note EPIP (2021) de la Banque, la qualité de la gestion des finances publiques s'est dégradée avec une note passant de 2,25 à 1,88 entre 2018 et 2021. En 2022, le solde budgétaire a enregistré un excédent de 4,8% du PIB, comparativement à un excédent de 2,6% en 2021 et un déficit de 1,7% du PIB en 2020. Cette amélioration du solde budgétaire vient d'une augmentation des recettes publiques (35,2%) plus importante que celle des dépenses publiques (26,3%). La situation budgétaire demeure toutefois fragile, car 81,4% des recettes proviennent des ressources pétrolières. Le taux de pression fiscale est passé de 20% en 2018 à 17,2% du PIB en 2022 et à peine juste au niveau de la norme communautaire de la CEMAC (au moins 17%). Cette baisse de la pression fiscale s'explique essentiellement par la contre-performance du secteur des hydrocarbures qui constitue la base essentielle des recettes publiques (86% recettes en 2013-2014 et 79% en 2019). Pour ramener le taux à 20% et au-delà il faudrait entre autres, élargir la base taxable et réduire les exonérations fiscales. Le Gouvernement a déjà amendé en 2019 la loi d'amnistie fiscale en vue de la réduction des exonérations.

Au niveau du secteur extérieur, la flambée des cours internationaux du pétrole a constitué une manne pour l'économie de la Guinée équatoriale, dépendante des hydrocarbures. Les exportations sont passées de 57,4% du PIB en 2018 à 60,5% du PIB en 2022 et projetées respectivement à 51,2% du PIB et 49,4% du PIB en 2023 et 2024. Quant aux importations, elles sont passées de 32,9% du PIB en 2018 à 38,6% du PIB en 2022 et sont projetées respectivement à 45,3% du PIB et 42,9% du PIB en 2023 et 2024. Le compte courant qui était déficitaire sur plusieurs années a eu un excédent de 3,9% du PIB en 2022. En outre, les réserves de change ont augmenté pour atteindre 10,5 milliards USD en 2022 (soit l'équivalent de 3,5 mois d'importation), contre les 8,1 milliards USD (2,7 mois d'importation) en 2021

Le secteur privé local structuré^[iii] est quasi inexistant, en particulier dans les secteurs à fort potentiel de croissance tels que la pêche, l'agroalimentaire, l'agroforesterie, les transports-logistiques, le tourisme, où sa contribution est attendue pour une transformation structurelle et diversifiée de l'économie. Il est constitué majoritairement de petits opérateurs informels qui représentent plus de 95% du secteur privé, et que l'on retrouve principalement en milieu urbain dans le secteur des services. D'après l'indice de liberté économique (2023), le pays figure parmi ceux à économies réprimées avec un score de 48,8/100 occupant le 153e rang sur 176 pays. Cette situation offre une opportunité de promouvoir un réseau d'entreprises privées à travers un accompagnement de ces dernières et la promotion des PPP.

Par ailleurs, le pays dispose d'un potentiel de développement du secteur privé à travers le vaste développement d'infrastructures clés notamment autour du transport et de la logistique (Aéroports, Ports, Routes, etc.) indispensables au développement du secteur privé. Il possède également un très fort potentiel autour d'une économie bleue, (pêche, pétrole, biotechnologies, transport maritime, tourisme côtier, etc.).

Le secteur financier se caractérise par une proportion élevée de prêts bancaires non performants, une sous-capitalisation et un manque de liquidité de certaines banques. La performance du secteur reste faible, en raison du nombre élevé de prêts non performants (57%) en décembre 2022 (10,1% du PIB) contre 53% en décembre 2018 (8,3% du PIB), de la sous-capitalisation et de la faible liquidité des banques, qui exigent des garanties importantes et des taux d'intérêt élevés, de près de 20% pour les entreprises. Le secteur est surtout tourné vers le financement à court terme (CT) de l'économie. En effet, pour 2022, les crédits à CT représentent 78% du total des crédits, ceux à moyen terme 20% tandis que ceux à long terme sont seulement de 2% du total des encours. L'incapacité du gouvernement à rembourser les prêts contractés pour la réalisation d'infrastructures publiques a aussi créé un effet d'éviction du secteur privé, limitant ainsi son accès au crédit bancaire. Seulement deux banques sur cinq

disposent des fonds propres nets pour honorer l'ensemble des normes prudentielles.

Sources

Banque africaine de développement, Document de stratégie pays (2023-2028)

Fonds monétaire international, Evaluation juin 2023

02. Monetary Policy

Score du critère: 3

2. Monetary Policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

En tant que membre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la politique monétaire de la Guinée Equatoriale s'inscrit dans le cadre de l'Union Monétaire d'Afrique Centrale (UMAC). La CEMAC comprend 06 pays membres, partageant une monnaie commune, le franc CFA. Le Comité de politique monétaire, définit la politique monétaire dont l'objectif principal est d'assurer la stabilité des prix. La Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) veille également à la stabilité du système bancaire et financier au sein de l'UMAC, et assure la supervision et la sécurité des systèmes de paiements. De plus, la BEAC met en œuvre la politique de change de l'UMAC et gère les réserves officielles de change de ses Etats membres.

En 2022, le taux d'inflation est estimé à 5% contre -1,3% en 2021 en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie[1]. Elle devrait être de 4% en 2023 avant de passer à 2,2% en 2024, en-dessous de la norme communautaire de la CEMAC (3%). En matière de convergence, la Guinée Equatoriale a observé en 2022 deux critères de convergence sur quatre, à savoir ceux relatifs au solde budgétaire de référence (supérieur ou à -1,5%) et l'endettement (inférieur ou égal à 70%). La BEAC a, entre autres, relevé en mars 2022, le taux de la facilité de prêt marginal de 5,25% à 5,75%, ainsi que les coefficients de réserve obligatoire à 7% sur les exigibilités à vue et 4,5% sur

celles à terme.

Le comité de politique monétaire en sa session du 27 Septembre 2021 a décidé de maintenir : le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres à 3,25 % ; ii) le Taux de la facilité de prêt marginal à 5,00 % ; iii) le Taux de la facilité de dépôt à 0,00 ; et iv) les coefficients des réserves obligatoires à 7,00 % sur les exigibilités à vue et 4,50 % sur les exigibilités à terme.

Les autorités monétaires avaient adopté des mesures pour contenir les effets négatifs de la crise sanitaire sur les économies des pays membres de la CEMAC notamment en 2020. Face à la persistance de la pandémie du Covid 19, et s'appuyant sur le bilan des mesures adoptées en 2020 pour faire face à la crise sanitaire, les autorités monétaires ont décidé lors de la réunion du comité de politique monétaire du mois de juin 2021 de procéder à des ajustements qui ont porté notamment sur le maintien de certaines mesures adoptées en 2020 et l'introduction de nouvelles mesures. Ainsi, les mesures maintenues portent notamment sur: *i)* l'encours des injections de liquidité à 250 milliards; *ii)* les opérations d'injection de liquidité de longue maturité (12 mois maximum) en faveur des banques en besoin de liquidité ; et *iii)* les taux d'intérêt de la Banque Centrale susvisés. La mesure suspendue porte sur les réaménagements des conditions d'éligibilité des garanties aux opérations de refinancement de la BEAC adoptés en juin 2020 et prorogés en décembre 2020 pour six mois supplémentaires. La mesure nouvelle porte sur la réactivation des reprises de liquidité via des opérations de maturité longue (1 mois) ciblant les établissements de crédit en excédent de liquidité et désirant faire des placements à la BEAC. Ces opérations seront conduites à un taux fixe indexé sur le taux d'intérêt des appels d'offres.

La composition du crédit intérieur met en évidence, la prépondérance des crédits à court et moyen terme qui ont représenté pourcent 98% du crédit intérieur en 2019 et 97% pourcent du crédit intérieur en 2020 (Données BEAC).

En decembre 2019, le pays a signe un accord de facilite elargie de credit (2019-2022) avec le pays. Bien qu'il n'y ait pas eu de revue de cet accord en raison des contraintes liees a la COVID et malgre les explosion de Bata qui engendre des couts a l'economie , l'evaluation du programme en Juin 2023 du proqramme de facilite Elargi et du Programme d'urgence suite aux explosions de Bata en 2021 par le FMI a indique que¹. que 89% des réformes que 89% des réformes macro critiques de gouvernance ont été entièrement ou partiellement réalisés (58% entièrement réalisés et 31% partiellement réalisés) et 11% non réalisées. Cependant ces reformes n'ont pas encore eu d'impact sur le secteur prive ont été entièrement ou partiellement réalisés (58% entièrement réalisés et 31% partiellement réalisés) et 11% non réalisées. desréformes macro-critiques de gouvernance que le pays a mis en

Sources

(2023) Situation macroéconomique et financière et de la convergence dans la CEMAC en 2022.

AEO (2023) Note pays de la Guinée équatoriale

Fonds monétaire international, Rapport Numéro 21/219, Septembre 2021CEMAC .

Banque des Etats d'Afrique Centrale AEO (2023) Note pays de la Guinée équatoriale

[1]Expression suggérée par la Banque. L'Afrique du Sud, l'Algérie, la Chine, l'Egypte, Eswatini, la Namibie et le Nigeria ont entré une réserve et proposé « conflit entre la Russie et l'Ukraine »

03. Debt Policy

Score du critère: 3.5

3. Debt Policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

Selon l'analyse de viabilité de la dette publique Equato-Guinéenne, publiée en Aout 2022, et réalisée conjointement par le FMI et la Banque mondiale la dette publique de la Guinée équatoriale demeure soutenable mais avec d'importants arriérés intérieurs. Toutefois, elle est présente une vulnérabilité aux risques élevée du fait des besoins de financement bruts élevés.

Le ratio de la dette au PIB a considérablement baissé passant de 43% du PIB en 2019 à 42,8% dès 2021 et à 27,1% en 2022 et devrait atteindre 28,5% du PIB. En 2013, la dette intérieure est passée à 27,6% du PIB en 2019 dont une partie envers le secteur bancaire, ce qui a créé un effet d'éviction (« crowding out ») pour le secteur privé. La dette extérieure est passée de 6,2% du PIB en 2013 à 14% du PIB en 2019 puis à 15,1% en 2020. Elle a considérablement baissé depuis lors et est estimée à 9% en 2023 et devrait être de 10,3% du PIB en 2024. D'après la dernière analyse de viabilité de la dette du FMI (2022), sur la période 2022-2027, la dette de la RGE est soutenable avec un ratio de la dette projetée à 21% du PIB à l'horizon 2027 dans le scénario de base. Une analyse de vulnérabilité de la dette montre que dans l'éventualité d'une chute persistante du prix du pétrole de 10% (le principal risque) le ratio de dette serait de 40% du PIB. Les arriérés internes estimés à 703,7 milliards FCFA en 2023 essentiellement accumulés envers les entreprises de construction des infrastructures. Sur la période 2019-2023, le pays a apuré 216,3 milliards de FCFA d'arriérés intérieurs et compte poursuivre l'apurement.

La caisse autonome d'amortissement est la structure technique de coordination du mécanisme d'endettement et le Ministre des Finances et du Budget et l'autorité qui peut engager l'Etat de la RGE en matière d'endettement

(B) Structural Policy

Score du cluster: 2.944

04. Policies and Institutions for Economic Cooperation, RI and Trade

Score du critère: 2.5

4.a. Regional Integration and Economic Cooperation

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

La Guinée Equatoriale est membre de plusieurs organisations d'intégration régionale en Afrique, mais n'est pas encore suffisamment intégrée aux organisations de coopération au niveau multilatéral.

Le pays n'est pas membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD)[1].

En Afrique centrale, la Guinée Equatoriale est membre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC). Ces deux institutions sous-régionales visent, notamment, à établir un espace régional intégré, en réponse au problème des marchés nationaux fragmentés, afin de garantir des conditions optimales d'un marché plus vaste.

Les pays de la zone CEMAC appliquent une politique monétaire commune dotée d'une monnaie commune (le FCFA d'Afrique centrale) et des critères de convergence macro-économique spécifique.

La zone CEMAC a renforcé son degré d'intégration en octobre 2017, par l'application de l'Acte additionnel du 25 juin 2013 portant suppression du visa pour tous les ressortissants de la CEMAC circulant dans l'espace communautaire. En sa qualité de membre, la Guinée Equatoriale contribue au financement des activités du Secrétariat exécutif de la CEMAC par le prélèvement de la Taxe communautaire d'intégration (TCI) de la CEMAC de 1%, applicable aux importations originaires des pays tiers et recouvrée au niveau des douanes des pays membres.

La Guinée Equatoriale est membre de la CEEAC[1], qui a adopté un schéma de démantèlement tarifaire sur les échanges intra-communautaires (Tarif préférentiel CEEAC), assorti de règles d'origine et de procédures d'agrément au niveau communautaire, dont l'entrée en vigueur devait intervenir en principe le 1er juillet 2004[2]. Toutefois, le démantèlement tarifaire devant aboutir à la zone de libre-échange de la CEEAC n'est pas effectif. En sa qualité de membre de la CEEAC, la Guinée Equatoriale contribue au financement de cette Communauté économique régionale à travers le prélèvement de la Contribution communautaire d'intégration (CCI) de la CEEAC de 0,4%, applicable aux importations originaires des pays tiers à la CEEAC.

En dépit de son appartenance à plusieurs organisations régionales en Afrique, la Guinée Equatoriale se classe au 30ème rang sur 54 avec un score global de 0.304 à l'indice d'intégration régionale[3] en Afrique (rapport 2019) qui est légèrement en deçà de la moyenne du continent (0,327), un score dans la dimension intégration commerciale de 0,403 (25ème rang) et un score dans la dimension intégration productive de 0,149 (36ème rang). La faiblesse du score de la Guinée Equatoriale dans la dimension intégration productive reflète la faiblesse de capacités de production complémentaires par rapport aux autres pays de la région et par conséquent la faible participation du pays dans les chaînes de valeur et d'approvisionnement régionales. Toutefois, dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), région modérément intégrée en Afrique, dont elle est membre, la Guinée Equatoriale enregistre une performance globalement moyenne d'intégration en occupant le 5ème rang sur 11 avec notamment un score global d'intégration régionale de 0,453 qui est légèrement au-dessus du score moyen de la CEEAC (0,442), un score dans la dimension intégration commerciale de 0,372 et un score dans la dimension intégration productive de 0,322.

Au niveau continental, durant l'année 2019, la Guinée Equatoriale, membre de l'Union Africaine, a confirmé son engagement ferme en faveur d'une plus grande intégration économique à l'échelle du continent avec la ratification de l'accord portant création de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine[4] (ZLECAf) le 28 juin 2019[5], accord ouvrant la voie à la création d'un marché unique pour les marchandises, les services et la circulation des personnes, de plus de 1,2 milliard de personnes avec un taux de libéralisation du commerce de 90%.

Au niveau multilatéral, contrairement aux cinq autres Etats membres de la CEMAC, la Guinée Equatoriale n'est pas membre de l'OMC. La Guinée Equatoriale possède le statut d'observateur et a introduit sa demande d'accession le 19 février 2007[6]. Un groupe de travail en charge de l'examen de la demande d'accession de la Guinée équatoriale à l'OMC a été établi par le Conseil général de l'OMC le 5 février 2008. Toutefois, ce groupe de travail ne s'est pas encore réuni[7].

La non-adhésion à l'OMC est préjudiciable à la Guinée Equatoriale dans la mesure où elle ne favorise pas une bonne intégration du pays au commerce international et ne lui permet pas de bénéficier des Accords de l'OMC qui contiennent des dispositions spéciales en faveur des pays en développement et prévoient notamment des mesures pour accroître les possibilités commerciales des pays en développement et une assistance pour les aider à mettre en place l'infrastructure nécessaire pour les activités de l'OMC, à régler

les différends et à appliquer les normes techniques. Le processus d'accession favorise également des réformes de l'investissement privé qui contribuent à accroître la compétitivité et à attirer l'investissement étranger direct. De même, la Guinée Equatoriale n'est pas encore membre de l'OMD, mais prépare son adhésion et a commencé déjà à être associée à des activités capitales dans le cadre de la coopération OMD-CEMAC. Ainsi, dans le cadre des missions sur la mise en œuvre du Système harmonisé (SH) pour les États membres de la CEMAC, missions faisant partie du programme UE-OMD sur le SH en Afrique, un atelier national a été organisé pour l'administration des douanes de Guinée Equatoriale à Malabo du 14 au 18 décembre 2020, et a mis l'accent sur la mise en œuvre de la dernière version du SH en Guinée équatoriale[2].

La Guinée Equatoriale applique le tarif extérieur commun de la CEMAC[9] qui est de 5% pour les biens de première nécessité, 10% pour les matières premières et biens d'équipement, 20% pour les produits intermédiaires et divers et 30% pour les produits de consommation courante. En mai 2019, la CEEAC et la CEMAC se sont accordées pour l'harmonisation des TEC. Ces travaux sont en cours. Au niveau de la CEEAC et de la CEMAC, d'autres taxes intègrent les prélèvements communautaires (contribution communautaire d'intégration, selon le niveau de développement du pays et la taxe communautaire d'intégration).

[1]La CEEAC est le résultat de l'élargissement de la CEMAC aux membres de la Communauté économique des Grands Lacs (CEPGL) et à Sao Tomé-et-Principe

[2]Décision N° 03/CEEAC/CCEG/XI/04

[3] Indice de l'intégration régionale en Afrique, Rapport 2019

https://www.integrate-africa.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/FR_ARII2019_technical_report__FR.pdf

L'indice d'intégration régionale comporte cinq dimensions : l'intégration commerciale, l'intégration macroéconomique, l'intégration productive, l'intégration des infrastructures et la libre circulation des personnes

[4]L'accord avait été signé le 21 mars 2018

4.b. Trade restrictiveness

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

Malgré le fait que le tarif douanier de la Guinée Equatoriale n'est pas complexe et présente l'avantage d'être identique à celui des autres Etats de la Région, Les conditions d'exercice du commerce transfrontalier en Guinée Equatoriale demeurent préoccupantes. En effet, la Guinée Equatoriale applique le tarif extérieur commun de la CEMAC[1][9] qui est de 5% pour les biens de première nécessité, 10% pour les matières premières et biens d'équipement, 20% pour les produits intermédiaires et divers et 30% pour les produits de consommation courante. En mai 2019, la CEEAC et la CEMAC se sont accordées pour l'harmonisation des TEC. Ces travaux sont en cours. Au niveau de la CEEAC et de la CEMAC, d'autres taxes intègrent les prélèvements communautaires (contribution communautaire d'intégration, selon le niveau de développement du pays et la taxe communautaire d'intégration). Les échanges commerciaux de la Guinée Equatoriale sont restreints par l'existence de plusieurs barrières notamment des barrières non tarifaires parmi lesquelles on peut citer la multiplicité et la longueur des procédures, ainsi que leur coût. L'effet de ces restrictions se reflète au niveau du classement de la Guinée Equatoriale à l'indicateur « commerce transfrontalier » au classement Doing Business 2020 du groupe de la Banque mondiale.

La Guinée Equatoriale occupe au niveau de l'indicateur « commerce transfrontalier » au Doing Business 2020 le 175ème rang sur 190, identique au classement Doing Business 2019 et en recul d'un point par rapport à l'EPIP 2018 (174ème rang au Doing Business 2017 et 174ème rang au Doing Business 2018). Ce qui fait de ce pays le 4ème pays[1] sur les 6 de la zone CEMAC en termes de commerce transfrontalier. Son score est de 32 sur 100 largement en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 53,6.

Le temps moyen pour la conformité à la frontière pour l'exportation d'un conteneur est de 132 heures, largement au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 97,1 heures, avec un coût de 760 USD largement supérieur au coût moyen de l'Afrique subsaharienne qui est de 603,1 USD. Tandis que le temps moyen pour la conformité documentaire à l'exportation est de 154 heures contre 71,9 heures pour l'Afrique subsaharienne, soit plus de 2 fois la moyenne de l'Afrique subsaharienne, mais à un coût de 85 USD, largement en deçà du coût moyen de l'Afrique subsaharienne qui est de 172,5 USD.

En ce qui concerne l'importation, le temps moyen pour la conformité à la frontière pour l'importation d'un conteneur est de 240 heures, soit presque le double de de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 126,2 heures, à un coût de 985 USD, largement au-dessus du coût moyen de l'Afrique subsaharienne qui est 690,6 USD. Quant au temps moyen pour la conformité documentaire à l'importation, il est de 240 heures contre 96,1 pour l'Afrique subsaharienne, soit près de 2,5 fois la moyenne de l'Afrique subsaharienne, mais à un coût de 70 USD, largement en deçà du coût moyen de l'Afrique subsaharienne qui est de 287,2 USD.

[1]La Guinée Equatoriale est devancée par la Centrafrique (164ème rang), le Gabon (170ème rang) et le Tchad (173ème rang)

4.c. Customs/trade facilitation

Type de score	Valeur
---------------	--------

Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

Notes du pays:

Selon l'indice de performance logistique 2018 de la Banque mondiale qui mesure la performance de 160 pays à travers six sous-indicateurs : (i) douanes, (ii) infrastructures, (iii) transports internationaux, (iv) qualité et compétence logistiques, (v) suivi et traçabilité et (vi) respect des délais, la Guinée Equatoriale se classe au 136ème rang avec un score de 2,32 sur 5 et 41,2 sur 100, gagnant ainsi 20 places par rapport à l'indice de performance logistique 2016 où le pays se classait au 156ème rang avec un score de 1,88 sur 5 et 27,3 sur 100. A l'exception des transports internationaux où le pays occupe un rang honorable de 62ème sur 160 avec un score de 2,88 à l'indice de performance logistique 2018 ; la Guinée Equatoriale est mal classée dans les autres sous-indicateurs : (i) les douanes au 151ème rang avec un score de 1,91 ; (ii) les infrastructures au 151ème rang avec un score de 1,88 ; (iii) la qualité et la compétence logistiques au 133ème rang avec un score de 2,25 ; (iv) le suivi et la traçabilité au 149ème rang avec un score de 2,13 ; et (v) le respect des délais au 126ème rang avec un score de 2,75.

Le score de la Guinée Equatoriale pour le sous-indicateur douanes est son deuxième plus bas score, après les infrastructures, et marque une très légère amélioration par rapport à l'indice de performance logistique 2016, le pays ayant gagné 3 places et amélioré son score de 0,03. Cela dénote de la nécessité d'intensifier les efforts en la matière pour améliorer l'environnement des affaires et l'attractivité de la Guinée Equatoriale pour les investisseurs.

Le classement de la Guinée Equatoriale au Doing Business 2020 du groupe de la Banque mondiale pour l'indicateur « commerce transfrontalier » confirme la nécessité d'intensifier les efforts, le pays se classant au 175ème rang avec un score de 32 sur 100. En effet, la Guinée Equatoriale applique le tarif extérieur commun de la CEMAC[1][9] qui est de 5% pour les biens de première nécessité, 10% pour les matières premières et biens d'équipement, 20% pour les produits intermédiaires et divers et 30% pour les produits de consommation courante.

En mai 2019, la CEEAC et la CEMAC se sont accordées pour l'harmonisation des TEC. Ces travaux sont en cours. Au niveau de la CEEAC et de la CEMAC, d'autres taxes intègrent les prélèvements communautaires (contribution communautaire d'intégration, selon le niveau de développement du pays et la taxe communautaire d'intégration).

En ce qui concerne la conformité à la frontière pour l'exportation d'un conteneur, les autorisations et inspections requises par les autorités douanières s'effectuent en 132 heures, alors que la moyenne de l'Afrique subsaharienne est de 97,1 heures. Quant à la conformité à la frontière pour l'importation d'un conteneur, les autorisations et inspections requises par les autorités douanières s'effectuent en 240 heures, alors que la moyenne de l'Afrique subsaharienne est de 126,2 heures.

05. Financial Sector Development

Score du critère: 2.833

5.a. Financial stability

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques en activité au 31 décembre 2020. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFI GE), CCEI BANK GE (CCEI GE), Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE) et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE). La supervision bancaire relève de la Commission bancaire de l'Afrique Centrale .

La performance du secteur reste faible, en raison du nombre élevé de prêts non performants (57%) en décembre 2022 (10,1% du PIB) contre 53% en décembre 2018 (8,3% du PIB), de la sous-capitalisation et de la faible liquidité des banques, qui exigent des garanties importantes et des taux d'intérêt élevés, de près de 20% pour les entreprises. Le secteur est surtout tourné vers le financement à court terme (CT) de l'économie. En effet, pour 2022, les crédits à CT représentent 78% du total des crédits, ceux à moyen terme 20% tandis que ceux à long terme sont seulement de 2% du total des encours. L'incapacité du gouvernement à rembourser les prêts contractés pour la réalisation d'infrastructures publiques a aussi créé un effet d'éviction du secteur privé, limitant ainsi son accès au crédit bancaire

Au 31 décembre 2022 seulement deux banques sur les cinq disposent des fonds propres nets pour honorer l'ensemble des normes prudentielles.

5.b. Sector's efficiency, depth, and resource mobilization strength

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0

Score final	3.0
-------------	-----

Notes du pays:

Le total agrégé des bilans s'établit à 1 628 Mds FCFA. Il a régressé de 0,2 % au cours du mois de décembre 2020 et de de 0,1 % par rapport au 31 décembre 2019.

Le pays ne dispose pas de bourse nationale, mais a accès à la bourse régionale des pays d'Afrique centrale. Le marché des obligations régionales est sous-développé, avec une faible quantité d'obligations d'Etat en circulation. Dans son ensemble, le secteur financier est inefficace en raison du manque d'informations sur les antécédents de crédit des emprunteurs potentiels et des exigences élevées en matière de garanties.

La performance du secteur reste faible, en raison du nombre élevé de prêts non performants (57%) en décembre 2022 (10,1% du PIB) contre 53% en décembre 2018 (8,3% du PIB), de la sous-capitalisation et de la faible liquidité des banques, qui exigent des garanties importantes et des taux d'intérêt élevés, de près de 20% pour les entreprises

5.c. Access to financial services

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

Notes du pays:

Les crédits distribués

Les crédits aux administrations publiques ressortent à 18 Mds FCFA, soit 1,8 % du total des crédits bruts, contre 1,7 % le mois précédent et 1,6 % en décembre 2019. En valeur absolue, ils sont en expansion respectivement de 3,8 % et de 14,1 % par rapport au mois précédent et à décembre 2019.

Les crédits aux entreprises publiques s'établissent à 13 Mds FCFA, soit 1,2 % des crédits distribués contre 1,2 % le mois précédent et 1,0 % douze mois plus tôt. En valeur absolue, ils ont progressé de 2,7 % par rapport au mois précédent et de 19,6 % comparés à la situation de décembre 2019.

Quant aux crédits au secteur privé, ils s'élèvent à 927 Mds FCFA, et représentent 91,4 % du total des crédits bruts contre 91,3 % le mois précédent et 91,4 % douze mois plus tôt. Ils s'accroissent de 0,2 % par rapport au mois précédent et de 0,2 % comparés à leur niveau de décembre 2019.

2,16313,1055.49Total54202,56136,167238,728100Source : COBAC

Le taux de bancarisation reste bas autour de 19,5% à fin 2018 avec plus de 238 000 détenteurs de comptes bancaires sur une population d'un peu plus 1,2 million d'habitants. Les moyens de paiements tels que la monétique demeurent également sous exploités avec 44 000 détenteurs de cartes bancaires et seulement 94 distributeurs automatiques dans le pays.

A fin 2018, le secteur bancaire employait 1218 personnes dont 52% d'hommes et 48% de femmes.

Performance du Secteur Bancaire

Selon les données à fin 2019 de la BEAC, la situation consolidée du système monétaire de la Guinée Equatoriale révèle une baisse de la création monétaire (-0,8 point), notamment des crédits à l'économie (-20,6%) à 942,9 milliards de fcfa, représentant 19% du PIB. Cette baisse observée depuis des années, est en lien avec la récession économique quasiment continue et l'augmentation des arriérés de l'État vis-à-vis des entreprises.

En effet, le taux net de prêts non performants (PNP) est l'un des plus élevés de la zone CEMAC (atteignait 28% fin 2018), reflétant une classification plus rigoureuse des prêts par les banques et une détérioration de leurs portefeuilles, l'activité hors hydrocarbures restant déprimée. La plupart de ces prêts non productifs proviennent de prêts importants accordés à des sociétés de construction ayant des contrats avec le gouvernement pendant le boom pétrolier ; ces sociétés sont devenues incapables d'assurer le service de leurs prêts lorsque le gouvernement a commencé à accumuler des arriérés dans le contexte de crise économique lié à la chute du prix du baril. Le taux de provision des prêts octroyés est très bas (autour de 35% en 2018) mais cela est dû à la nature des créances liées à l'état pour lesquelles la réglementation ne requière pas d'avantage de provisionnement.

Pour ce qui est des autres postes de l'actif, les avoirs extérieurs ont diminué depuis septembre 2019, en ligne avec l'application de la nouvelle réglementation de change au niveau de la CEMAC et peut-être des efforts spécifiques à la Guinée Équatoriale de rapatrier une partie des avoirs détenus à l'étranger. Les réserves obligatoires et libres – ces dernières, très limitées en Guinée Équatoriale – sont en augmentation depuis fin 2019, dans le cadre des efforts par la BEAC de stabilisation du système bancaire.

Concernant la capitalisation du système bancaire, le ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) déclaré par la COBAC pour le système bancaire équato-guinéen s'élevait à 27 % en juin 2019.

Au niveau de la rentabilité sectorielle, le système bancaire en RGE se caractérise également par des frais généraux élevés et des écarts de taux d'intérêt importants, en raison du risque de crédit élevé et d'une concurrence réduite à cause du nombre limité de banques commerciales.

La Guinée Équatoriale est l'un des pays CEMAC avec une liquidité bancaire la moins solide. Cela est indirectement confirmé par la détérioration conséquente de la signature du pays sur les marchés

régionaux depuis 2016. A plus de 8%, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor de la Guinée Équatoriale fin 2019, bien qu'en légère baisse par rapport à 2018, reste de loin le plus élevé de toute la CEMAC.

L'on observe une baisse continue des indicateurs de la liquidité, notamment des réserves brutes du système bancaire en Guinée Equatoriale de -30,5 % entre fin mars 2019 et fin mars 2020 (et -53,9% entre 2018 et 2019).

L'analyse en glissement annuel montre également qu'à fin mars 2020, le taux de couverture des crédits par les dépôts « dépôts / crédits à l'économie » s'est replié en Guinée Équatoriale, seul pays CEMAC en deçà des 100%, soit de 102,2 % à 95,3 %.

Le coefficient de réserve (réserves / dépôts) du système bancaire a connu un repli annuel de -8,9 points de pourcentage pour revenir à 27,3 % à fin mars 2020.

Le ratio réserves libres / réserves obligatoires a perdu 124.7 points, baissant de 356,9 % en mars 2019 à 232,2 % un an plus tard. Le ratio réserves libres / crédits à l'économie est passé de 28,9 % en mars 2019 à 18,2 % douze mois plus tard, soit un repli annuel de 10.7 %.

La liquidité reste donc tendue dans certaines banques, qui continuent de dépendre du financement de la BEAC, bien qu'à des niveaux nettement inférieurs à ceux de 2018.

Selon les dernières décisions du Comité de Politique Monétaire du 27 mars 2020, la BEAC maintient dans l'essentiel le cap de sa politique restrictive, en vue de faire remonter graduellement les avoirs de réserve. Comme elle le mentionne, "il est impératif pour la BEAC de continuer à appliquer la réglementation de change de manière stricte afin d'éviter des sorties spéculatives et injustifiées des capitaux". Sa stratégie consiste désormais dans l'activation du marché interbancaire. La BEAC fournit des ressources au système bancaire essentiellement à travers quatre outils (i) l'opération principale d'injection de liquidité, (ii) le guichet de la facilité de prêt marginal, (iii) les opérations d'injection de liquidité à maturité longue, et (iv) le guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables. La Guinée Équatoriale utilise pour ses banques spécialement l'opération principale d'injection de liquidité – à laquelle les autres pays CEMAC y ont quasiment tous renoncé – ainsi que la facilité de prêt marginal.

Cependant, des aménagements ont été prévus afin d'aider le système financier. Ainsi, le Comité a décidé de réviser à la baisse le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) de 3,50 % à 3,25 % ; de réviser le Taux de la facilité de prêt marginal de 6,00 % à 5,00 % ; de porter les injections de liquidité de 240 milliards FCFA à 500 milliards de FCFA, et de se rendre disponible à relever ce montant en cas de besoin ; d'élargir la gamme des effets privés admis comme collatéral des opérations de politique monétaire ; de revoir à la baisse les niveaux des décotes applicables aux effets publics et privés admis comme collatéral pour les opérations de refinancement à la BEAC.

Mesures pour renforcer le secteur bancaire et favoriser l'inclusion financière

Ces mesures comprennent le rapatriement des actifs financiers de l'Etat se trouvant en dehors des institutions financières nationales et la régularisation des arriérés intérieurs avec les entreprises du secteur de la construction. Les autorités continueront à travailler à la mise en œuvre de leur stratégie de renforcement du secteur bancaire, en s'appuyant sur les mesures récentes. Cette stratégie repose sur trois piliers clés :

- L'apurement des arriérés validés aux entreprises de construction via la sécurisation et les paiements en espèces. Cela permettra de réduire fortement les PNP et contribuera également à améliorer la liquidité, notamment par le paiement en espèces. La sécurisation des arriérés devrait avoir lieu d'ici la fin 2020 tandis que le programme prévoit également des paiements en espèces pendant l'année et un amortissement important des obligations sécurisées pendant la durée du programme.

- La recapitalisation le plus tôt possible les banques ayant un déficit de fonds propres.

- La collaboration avec la COBAC pour s'assurer que toutes les banques respectent pleinement les règlements de la COBAC, en particulier les normes prudentielles, les standards internationaux pour le provisionnement des créances douteuses, et les exigences en termes de gouvernance.

Il est à noter que très peu de progrès ont été accomplis ces dernières années dans la mise en œuvre du programme de réformes du secteur financier qui comprend la création de bureaux de crédit, la mise à niveau des registres de garanties, le renforcement du respect des contrats et des droits des créanciers, ainsi que l'amélioration de l'accès des PME aux services financiers.

L'inclusion financière est également entravée par le faible volume des activités de microfinance et par le retard du lancement des services bancaires mobiles qui n'est intervenu dans le pays qu'en 2018. Il est prévu de développer d'avantage les réseaux de guichets automatiques bancaires et de cartes de crédit à l'échelle nationale.

Des efforts dans les domaines sus mentionnés devraient permettre de renforcer le secteur financier en RGE.

06. Business Regulatory Environment

Score du critère: 3.5

6.a. Regulations affecting entry, exit, and competition

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5

Score final	2.5
-------------	-----

Notes du pays:

L'environnement des affaires en Guinée Equatoriale n'est pas considéré comme attractif par les investisseurs. Le pays occupe au classement global du Doing Business 2020 du groupe de la Banque mondiale le 178ème rang sur 190 avec un score de 41,1 sur 100, perdant ainsi un point par rapport au Doing Business 2019 où il se classait au 177ème rang avec un score de 41,94 sur 100. Ce qui marque également un recul par rapport au Doing Business 2018, le pays ayant occupé au classement global le 173ème rang. La Guinée Equatoriale est également mal classée au niveau de l'indicateur « création d'entreprise » au 183ème rang sur 190 avec un score de 61 sur 100, en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (80,1) et du classement de la quasi-totalité des Etats membres de la CEMAC[1]. Selon le rapport Doing Business 2020, Le nombre de procédures est de 16, soit plus du double de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 7,4. De même, le nombre de jours pour l'accomplissement des formalités de démarrage qui est de 33 jours pour un coût de 59,1% du revenu par habitant est largement au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 21,5 jours à un coût moyen de 36,3% du revenu par habitant.

Le pays est classé au 162e rang pour la facilité d'obtention d'un permis. Il faut entre 144 jours et 13 procédures pour obtenir les permis. Les conditions pour obtenir un permis ne sont pas facilement accessibles.

En ce qui concerne la facilité de règlement des différends/arbitrage, le cadre de résolution de l'insolvabilité en Guinée équatoriale prévoit qu'un créancier ou un débiteur a le droit de s'opposer aux décisions d'acceptation ou de rejet des créances des créanciers. Le cadre de l'insolvabilité prévoit la possibilité pour le débiteur d'obtenir un crédit après l'ouverture de la procédure d'insolvabilité. Selon le Département d'État américain, il n'existe aucune affaire pertinente récente en Guinée équatoriale démontrant si les tribunaux locaux reconnaissent et appliquent les jugements et sentences arbitraux étrangers. La Guinée équatoriale ne dispose pas de centre d'arbitrage et de médiation.

Néanmoins, la Guinée Equatoriale a réalisé un gain d'une place, par rapport au classement Doing Business 2019, en raison de la réforme consistant en la réduction du coût de création d'une entreprise au moyen de la réduction des frais d'enregistrement.

Les règles en matière de licenciement en Guinée Equatoriale sont encadrées par la loi et sont globalement plutôt restrictives et en tant que telles ne participent pas à l'attractivité du marché du travail et de l'environnement des affaires, si l'on s'en tient aux données collectées dans le cadre du Doing Business 2019 et 2020[2]. En effet, quel que soit le nombre de salariés susceptibles d'être licenciés, l'employeur est tenu de faire une notification à une tierce partie, en l'occurrence une agence gouvernementale, et de requérir son approbation. En outre, l'employeur est tenu de respecter des règles de priorité de réemploi et de licenciement. Par ailleurs, les indemnités de licenciement sont élevées : 6,4 semaines pour un travailleur avec une année d'ancienneté ; 32,1 semaines pour un travailleur avec cinq années d'ancienneté et 64,3 semaines pour un travailleur avec dix années d'ancienneté. En revanche, les règles sont souples pour l'employeur sur deux aspects ayant fait l'objet de l'enquête dans le cadre du Doing Business. Il n'existe pas d'obligation de reconversion ou de réaffectation à la charge de l'employeur avant

d'envisager le licenciement. Le délai de préavis de licenciement est court, quelle que soit l'ancienneté du salarié, et s'élève à 4,3 semaines.

La Guinée Equatoriale, dans le cadre de la CEMAC, dispose d'un nouveau cadre juridique de la concurrence et de la protection des consommateurs qui comprend trois textes : (i) le Règlement N°06/19-UEAC-CM-633 du 07/04/2019 relatif à la concurrence ; (ii) la Directive N°01/19-UEAC-CM- 633 du 08/04/2019 relatif à l'organisation institutionnelle, dans les Etats membres de la CEMAC, pour l'application des règles communautaires de la concurrence et la Directive N°02/19-UEAC-CM-633 du 08/04/2019 harmonisant la protection des consommateurs au sein de la CEMAC. La mise en œuvre de ce nouveau cadre permettra de lutter plus efficacement contre les aides publiques susceptibles de fausser la concurrence, les pratiques anticoncurrentielles et les abus de position dominante et d'améliorer le contrôle des opérations de concentration économique.

[1]Seul le Tchad au sein de la CEMAC se classe en deçà de la Guinée Equatoriale au 186ème rang pour l'indicateur « création d'entreprise »

[2]Ces données sur la régulation du marché du travail sont collectées annuellement, mais ne font pas l'objet d'un classement des pays

6.b. Regulations of ongoing business operations

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

La Guinée Equatoriale a adopté deux réformes durant la période 2019-2020 qui ont eu un impact positif en termes d'amélioration de l'environnement des affaires et d'exercice des activités des investisseurs. Selon le rapport Doing Business 2019, l'exécution des contrats a été facilitée par l'adoption d'une loi qui réglemente tous les aspects de la médiation en tant que mécanisme alternatif de règlement des litiges. Ce qui contribue au classement du pays au 101ème rang sur 190 avec un score de 56,17 sur 100 au Doing Business 2019 et au 105ème rang avec un score de 56,2 sur 100 au Doing Business 2020 pour l'indicateur « exécution des contrats », au-dessus du score de l'Afrique subsaharienne (48,87 et 49,6 respectivement au Doing Business 2019 et 2020). La Guinée Equatoriale pour cet indicateur est le pays le mieux classé de la CEMAC.

Le rapport Doing Business 2020 relève que l'accès à l'information sur le crédit a été amélioré en mettant en place, par l'intermédiaire de la CEMAC, le cadre nécessaire à l'agrément et au fonctionnement des

bureaux de crédit. La Guinée Equatoriale est classée, pour l'indicateur « obtention de prêts » au 132ème rang sur 190 avec un score de 40 sur 100, ex-aequo avec le Congo et le Gabon, mais en deçà du score de l'Afrique subsaharienne (45,2) et en recul de 8 points par rapport à son classement au Doing Business 2019 (124ème rang), ainsi que par rapport au Doing Business 2017 (118ème rang) et 2018 (122ème rang).

Toutefois, à côté de ces réformes positives, en ce qui concerne l'indicateur « paiement des impôts », la réforme adoptée durant le Doing Business 2017 a rendu le paiement des impôts plus coûteux en Guinée Equatoriale en augmentant l'impôt minimum. Ce qui contribue au mauvais classement de la Guinée Equatoriale au 179ème rang au Doing Business 2020, 2019 et 2017, en recul de deux points par rapport au Doing Business 2018. Le score au Doing Business 2020 est de 41,5 en deçà du score moyen de l'Afrique subsaharienne qui est de 57,8. En outre, le nombre de paiements annuel est de 46 et requiert 492 heures contre 36,6 paiements annuel pour la moyenne de l'Afrique subsaharienne en 280,6 heures. Le taux total d'imposition et de cotisation représente 79,4 % du bénéfice contre 47, 3% pour la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Cependant, en dépit de ce classement faible, la Guinée Equatoriale occupe le meilleur rang dans la CEMAC.

Selon le Département d'État américain, le gouvernement concentre ses efforts sur le recrutement d'investissements dans de grands projets d'investissement plutôt que dans de petits projets, car les projets à grande échelle sont plus susceptibles de créer de nouvelles opportunités d'emploi pour la main-d'œuvre largement non qualifiée de la Guinée équatoriale et d'offrir de plus grands avantages fiscaux aux pays. Le gouvernement recherche de plus en plus d'IDE Sud-Sud auprès de nouveaux partenaires dans des pays comme le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Inde, la Turquie et le Venezuela. Il se concentre parfois sur le recrutement de nouveaux partenaires au lieu de maintenir les partenariats existants, négligeant les améliorations de son environnement opérationnel et nuisant à ses perspectives de retours sur investissements à long terme.

Toujours selon le Département d'État américain, la Guinée équatoriale garantit la convertibilité de sa monnaie, le rapatriement des bénéfices et protège contre l'expropriation. Les entreprises étrangères paient des frais d'enregistrement plus élevés que les entreprises locales et sont souvent soumises à des impôts que les entreprises locales plus informelles évitent.

Suite à sa nomination en février 2023, le nouveau ministre de la Planification et de la Diversification économique avait annoncé son intention d'accélérer la mise en œuvre de l'Agence de promotion des investissements pour faciliter les investissements étrangers. Cette agence sera le résultat d'une collaboration avec le fonds de coentreprise existant Holding 2020, créé par le gouvernement pour promouvoir les investissements dans les secteurs stratégiques.

6.c. Regulations of factor markets (labor and land)

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0

Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

Notes du pays:

Sur la base des données collectées dans le cadre du Doing Business 2020[1], le marché du travail en Guinée Equatoriale peut ne pas être considéré comme suffisamment flexible pour les investisseurs. En effet, les règles de recrutement interdisent les contrats à durée déterminée pour des tâches permanentes. Dans les cas où les contrats à durée déterminée sont autorisés, la durée maximale est de 24 mois, y compris les renouvellements. Toutefois, la durée maximale de la période d'essai est souple et est d'un mois, indépendamment de la durée du contrat à durée déterminée. Les règles du licenciement également ne sont pas très flexibles. A l'exception de l'absence d'obligation de reconversion ou de réaffectation avant un licenciement et du délai de préavis de licenciement qui est court, les autres règles en matière de licenciement sont restrictives. Il est notamment prévu à la charge de l'employeur une obligation de notifier à une tierce partie, en l'occurrence une agence gouvernementale, le licenciement, indépendamment du nombre de travailleurs concernés et de requérir l'approbation de cette tierce partie. Par ailleurs, en comparaison avec d'autres pays membres de la CEMAC (Cameroun, Tchad et Gabon), les indemnités de licenciement sont plus élevées en Guinée Equatoriale. Ces indemnités s'élèvent à 6, 4 semaines pour un travailleur avec une année d'ancienneté contre 1,1 semaine au Cameroun et aucune indemnité au Gabon et au Tchad. Pour un travailleur avec cinq années d'ancienneté, les indemnités s'élèvent à 32,1 semaines contre 6,5 semaines au Cameroun ; 5,4 semaines au Tchad et 4,3 semaines au Gabon. Pour un travailleur avec dix années d'ancienneté, les indemnités s'élèvent à 64,3 semaines contre 17,3 semaines au Cameroun ; 11,9 semaines au Tchad et 8,7 semaines au Gabon.

La Guinée Equatoriale a gagné un point au classement Doing Business 2020 pour l'indicateur « enregistrement de propriété » en se classant au 163ème rang sur 190 avec un score de 44, 4 sur 100, largement en deçà du score de l'Afrique subsaharienne qui est de 53,6. Cependant, la Guinée Equatoriale est le deuxième pays le mieux classé de la CEMAC pour cet indicateur derrière le Tchad. Toutefois, Il est important de renforcer les capacités de l'administration foncière qui est notée 4 sur 30 contre une moyenne pour l'Afrique subsaharienne qui est de 9 sur 30, notamment d'accroître la fiabilité du système d'enregistrement foncier qui consiste en l'enregistrement des actes notariés et la transparence de l'information. Il est également nécessaire de lever la discrimination pesant sur les femmes mariées vis-à-vis des hommes mariés, celles-ci n'ayant pas un égal accès à la propriété, selon l'enquête réalisée dans le cadre du Doing Business 2020. Ce qui n'est pas de nature à favoriser l'entrepreneuriat féminin et l'autonomisation économique des femmes.

Selon le Département d'État américain, en décembre 2021, le Parlement a adopté la loi générale du travail n° 4/2021, mettant à jour la réglementation régissant le droit du travail de la Guinée équatoriale. Cette nouvelle loi a été conçue pour renforcer les droits des travailleurs et créer des procédures simplifiées d'arbitrage des conflits du travail. Il a également relevé l'âge de la retraite de 60 à 65 ans. Bien que le gouvernement n'ait pas publié le texte de loi en ligne, il a organisé en mars 2022 une séance publique pour informer les entreprises privées sur la nouvelle réglementation. Ces nouvelles réglementations justifient de relever le score à 4,0.

Selon le rapport DB de la Banque mondiale, l'enregistrement d'une propriété en Guinée équatoriale nécessite 6 procédures et un processus de 26 jours. Le type de système d'enregistrement foncier dans l'économie est le système d'enregistrement des actes. Le registre de la propriété (Registro mercantil y de Propiedad) est l'institution en charge. Il n'existe pas de base de données électronique pour enregistrer les limites, vérifier les plans et fournir des informations cadastrales (système d'information géographique). Juzgados de Primera Instancia de Malabo est le tribunal de première instance en charge d'une affaire impliquant un litige foncier classique entre deux entreprises locales concernant les droits fonciers situés dans la plus grande ville commerciale.

Selon le Département d'État américain, les investisseurs étrangers sont toujours soumis à des dispositions spécifiques liées à l'acquisition de terrains et doivent se conformer à des règles de contenu local qui varient selon les secteurs.

[1]Ces données sur la régulation du marché du travail sont collectées annuellement, mais ne font pas l'objet d'un classement des pays

(C) Policies for Social Inclusion/Equity

Score du cluster: 2.9

07. Gender Equality

Score du critère: 3.333

7.a. Promotion of equal access for men and women to human capital development opportunities

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

Education de qualité.

L'index de l'éducation est de 0.458, et légèrement à l'indice moyen de l'éducation des pays de la CEEAC qui est de 0.481 en 2020.

La loi-cadre relative à l'éducation nationale dispose dans son préambule que l'éducation vise à garantir l'équité sociale en éliminant toute forme de discrimination ethnique, raciale, sociale, religieuse, idéologique, philosophique ou fondée sur un quelconque autre motif. Le fonctionnement du système éducatif national repose sur ce critère.

Entre 2000 et 2019, l'IDH de la Guinée équatoriale a progressé, passant de 0.525 à 0.592 (soit une hausse de 12.8 %).

Selon l'annuaire statistique 2022 de l'INEGE, l'accès à l'éducation primaire est de 51,1% pour les garçons et 48,9% pour les filles. Quant au taux d'inscription secondaire il est de 49,8% pour les garçons contre 50,8% pour les filles et de En matière de l'éducation de la petite enfance et du préscolaire le taux d'abandon est de 5% sur l'2018-2019 dont 49,5% du total des abandons pour les garçons et de 50,5% du total des abandons pour les filles.

En partenariat avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères via l'Ambassade de France en Guinée équatoriale et Université nationale de Guinée équatoriale (UNGE), le pays a mis en place en 2020 un Projet : FSPI N° 2020-35 : « **Dynamisation de la politique de formation et de la qualité des apprentissages – développement de la visibilité d'un espace francophone** ». Les objectifs sont d'améliorer la qualité de l'enseignement du français dans le système éducatif équato-guinéen à travers : i) le renforcement des capacités des enseignants et des cadres de l'administration et ii) l'amélioration de la qualité de l'environnement francophone. Le public cible à Malabo et Bata est : Enseignants de français tels que Université nationale de Guinée équatoriale (UNGE), faculté de pédagogie et sciences de l'éducation, faculté de philologie ; établissements du secondaire (Carlos Lwanga, Rey Malabo), établissements du primaire (écoles-pilote) et les cadres de la fonction publique.

Le projet s'appuie sur l'existence de nombreux acteurs de la Francophonie et des besoins exprimés en termes de formation, par les enseignants de français et les cadres des administrations publiques parties aux instances de la francophonie. Il prend en considération le niveau de français médiocre dans le système éducatif et le niveau de français insuffisant des enseignants. Il tient compte du retrait de la maîtrise du français dans la fonction publique parmi la jeune génération. Il tient compte des recommandations faites par les auteurs d'études locales sur le sujet (société Prodege en 2016) en termes d'amélioration du système éducatif, de la formation des maîtres, de l'élimination des différences de traitement selon les genres, de la nécessité de faire également porter les efforts sur le primaire et le secondaire, moins bien traités que l'enseignement supérieur. Son budget est de : 22 684 € en 2020. Et les principaux résultats attendus sont : Nombre d'enseignants formés par an : 36 enseignants par an, 72 sur la période ; Nombre de cadres de la haute fonction publique formés par an : 20 cadres par an, 40 sur la période.

L'acquisition a été finalisée ce mardi 20 juillet par l'ambassade du Cameroun à Malabo[1]. IL s'agit d'un « terrain d'une superficie de 10 000 mètres carrés plus une clôture de 400 mètres linéaire, destiné au projet de construction d'une école à cycle complet du Cameroun en Guinée équatoriale ». Cette école de cycle complet va accueillir les apprenants de toutes les nationalités qui pourront bénéficier des

programmes d'enseignement camerounais dont l'un des atouts est le bilinguisme français-anglais, dans un pays où la langue d'apprentissage est l'espagnol.

L'Accord de coopération en matière d'éducation conclu avec l'UNESCO le 20 juin 2018 comporte quatre volets : développement de l'enseignement universitaire ; information et communication ; développement de la formation professionnelle ; amélioration de la qualité de l'enseignement.

L'article 3 de la loi précitée dispose que l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire et la formation professionnelle doivent être gratuits et obligatoires pour tous les Équato-Guinéens et tous les étrangers résidant dans le pays, quel que soit leur sexe. Par conséquent, l'accès des femmes et des filles aux services de base que sont l'éducation et la formation est devenu une priorité.

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Marché du travail. La Direction générale des statistiques en matière de travail a été créée en 2016. Outre la mise en place du salaire minimum interprofessionnel, la loi de finances publiques régissant le traitement des fonctionnaires et le décret n° 167/2013 relatif au classement des fonctionnaires garantissent le principe d'égalité et interdisent la discrimination salariale fondée sur le genre. Dans les faits, le non-respect par un employeur du principe de l'égalité en matière d'emploi constitue une faute. En parallèle, la Commission de mise en œuvre et de surveillance de la politique nationale en matière d'emploi a été instituée en 2015 avec pour mission de veiller, en collaboration avec les agences pour l'emploi locales, à l'application des politiques relatives à l'égalité.

Le taux de chômage est de 12,3% alors qu'il se situe à 11,9% en moyenne dans les pays de la CEEAC en 2020. L'emploi des femmes dans le secteur non agricole est de 36,6% en 2020. A l'instar des pays de la sous-région, la COVID 19 a impacté négativement les activités et revenus des femmes. En 2019, les taux d'activités[2] de 15 ans et plus, est de 55,3% de femmes contre 67,4% d'hommes en 2017 ; ce taux de l'agriculture se situe à 41,2% de femmes et de 41,2% d'hommes ; dans l'industrie, ce taux est de 19,9% d'hommes contre 10,1% de femmes ; dans les services, il est de 39% d'hommes contre 47,9 de femmes ; au niveau du travail autonome, il est de 82,6% d'hommes contre 91,6 de femmes ; dans l'économie informelle, le taux d'emploi vulnérable est de 71,3% hommes et de 87,5% de femmes. Le taux de chômage des jeunes en 2018, se situe à 18,0% de garçons contre 19,4% de filles. La part moyen salaire est de 17,3% pour les hommes contre 8,4% pour les femmes. L'accès aux crédits en 2017 est de 7,5% pour les hommes et de 5,7% pour les femmes en 2017. La propriété foncière s'établit en 2017 à 69,6% pour les hommes et de 30,5% pour les femmes.

Bonne santé et bien-être

Le pays a élaboré un Plan national de Développement sanitaire en collaboration avec les partenaires techniques et financiers en 2021. La mission du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) (2021-2025) est de doter la République de Guinée équatoriale d'un système de santé puissant et résilient capable de garantir l'accès universel à des services de santé de qualité et un état de santé optimale pour soutenir la durabilité de la croissance économique et du développement national. Les programmes retenus sont : i) une Santé de qualité pour Tous ; ii) Programme de nutrition, iii) Programme de santé bucco-dentaire ; iv) Programme PCIME (prise en charge complète des maladies prévalentes de l'enfance) ; v) Programme élargi de vaccination (PAV) ; vi) Programme de santé génésique ; vii)

Programme de lutte contre l'onchocercose ; viii) Sécurité sanitaire ; ix) Gestion des épidémies ; x) Gestion des catastrophes ; xi) Promotion de la santé ; xii) Programme de lutte contre le paludisme (PNLP) ; xiii) Programme de lutte contre la tuberculose et la lèpre (PNLT) ; xiv) Programme de santé bucco-dentaire, xv) Programme de santé mentale ; xvi) Programme de lutte contre les maladies non transmissibles ; xvii) Programme de lutte contre le tabagisme et les autres drogues. Accès à des soins de santé gratuits et non discriminatoires . Le décret n o 41/2016 du 11 mars relatif au plan d'action pour la mise en œuvre de mesures sociales à court et moyen terme a établi la gratuité des soins de santé maternelle, néonatale et infantile, y compris l'accouchement par césarienne, ainsi que la prise en charge des femmes en mauvais état de santé, des femmes souffrant de fistule obstétricale et des personnes âgées. Il convient en outre de mentionner la gratuité des activités de prévention, de dépistage précoce et de traitement du cancer du col de l'utérus. Le décret de 2016 a également établi la gratuité des consultations médicales dans les centres hospitaliers régionaux et provinciaux et dans les centres de santé, en particulier pour les personnes impaludées ou porteuses du VIH/sida.

Lutte contre le paludisme. La réduction non négligeable du taux de prévalence du paludisme, qui est passé de 45 % en 2004 à 10,3 % en 2018, il est de 2,7% en 2020.

VIH/sida. La loi régissant la gratuité des services de prévention et de traitement a été adoptée, mais le VIH/sida reste source de préoccupation étant donné que son taux de prévalence globale est élevé (6,2 %), il reste encore élevé à 7,1% en 2020.

Il touche 8,3 % des femmes et 3,7 % des hommes âgés de 15 à 59 ans, 1,2 % des jeunes de 15 à 19 ans et 3,1 % des jeunes de 15 à 24 ans. À l'échelle nationale, 90 % des établissements sont en mesure de fournir ce type de services.

Accès aux centres de santé. Depuis 2015, plus de 60 % de la population vivent à moins de 5 km d'un centre de santé. Cependant, le fonctionnement de certains centres ruraux n'est pas optimal en raison de difficultés d'approvisionnement et du manque d'équipements. L'amélioration de ces aspects est prévue dans le plan national de développement.

Beaucoup de progrès ont été réalisées y compris l'amélioration de la qualité du système éducatif. Le nombre d'étudiantes est plus élevé que celui de garçons dans les facultés des sciences et de la médecine

[1] Rapport sur la Perspectives Économiques en Afrique, Guinée Equatoriale 2018

[2] Rapport sur le profil d'emploi genre BAD en Guinée Equatoriale, 2018

Sources : Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) (2021-2025)

Human Development Report, UNDP 2020-2030.

7.b. Promotion of equal access for men and women to productive and economic resources

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

Egalité entre les sexes.

L'indice moyen d'inégalités de genre (IIG) n'est pas connu en Guinée Equatoriale. Toutefois, l'égalité entre les sexes en Guinée Equatoriale reste un défi malgré les progrès réalisés depuis 2014 avec l'adoption de la politique genre, les lois, les programmes de développement et les appuis financiers et techniques des bailleurs de fonds notamment le PNUD. La représentation des femmes au parlement est de 19% en deçà du taux participation moyen qui est 23,22% en Afrique centrale. Pourtant, l'article 5 de la Constitution consacre l'égalité entre la femme et l'homme dans tous les domaines de la vie sociale et familiale et l'article 15 fait de la discrimination fondée sur le genre une infraction. Dans le même ordre d'idées, l'article 13.2 impose aux pouvoirs publics de mettre en place des mesures législatives et des dispositifs propres à favoriser la représentation adéquate des femmes dans les institutions de l'État, ainsi que leur participation aux charges et fonctions publiques.

Marché du travail.

La Direction générale des statistiques en matière de travail a été créée en 2016. Outre la mise en place du salaire minimum interprofessionnel, la loi de finances publiques régissant le traitement des fonctionnaires et le décret n o 167/2013 relatif au classement des fonctionnaires garantissent le principe d'égalité et interdisent la discrimination salariale fondée sur le genre. Dans les faits, le non-respect par un employeur du principe de l'égalité en matière d'emploi constitue une faute. En parallèle, la Commission de mise en œuvre et de surveillance de la politique nationale en matière d'emploi a été instituée en 2015 avec pour mission de veiller, en collaboration avec les agences pour l'emploi locales, à l'application des politiques relatives à l'égalité.

Toutefois, le taux de chômage est de 12,3% alors qu'il se situe à 11.9% en moyenne dans les pays de la CEEAC en 2020. L'emploi des femmes dans le secteur non agricole est de 36,6% en 2020. A l'instar des pays de la sous- région, la COVID 19 a impacté négativement les activités et revenus des femmes. En 2019, les taux d'activités[2] de 15 ans et plus, est de 55,3% de femmes contre 67,4% d'hommes en 2017 ; ce taux de l'agriculture se situe à 41,2% de femmes et de 41,2% d'hommes ; dans l'industrie, ce taux est de 19,9% d'hommes contre 10,1% de femmes ; dans les services, il est de 39% d'hommes contre 47,9 de

femmes ; au niveau du travail autonome, il est de 82,6% d'hommes contre 91,6 de femmes ; dans l'économie informelle, le taux d'emploi vulnérable est de 71,3% hommes et de 87,5% de femmes. Le taux de chômage des jeunes en 2018, se situe à 18,0% de garçons contre 19,4% de filles. La part moyen salaire est de 17,3% pour les hommes contre 8,4% pour les femmes. L'accès aux crédits en 2017 est de 7,5% pour les hommes et de 5,7% pour les femmes en 2017. La propriété foncière s'établit en 2017 à 69,6% pour les hommes et de 30,5% pour les femmes.

Autonomisation économique des femmes

Les inégalités de genre retardent l'autonomisation économique des femmes du fait qu'elle impactée par des difficultés d'accès aux ressources indispensables telles que l'accès à l'électricité en milieu rural par exemple, qui est de 6,6% en 2020[1] alors cet accès se situe à 23,75% dans les pays de la sous - région ;et de difficultés d'accès au crédit et à la technologie de communication (internet et téléphone. Leur accès aux marchés est également très limité en raison et lié aux contraintes citées précédemment.

. En vue de rétablir l'équilibre entre les genres, le PNUD reste un partenaire privilégié du ministère de la Femme en Guinée Equatoriale. Avec l'appui financier et technique du PNUD, le Gouvernement a révisé la Politique Nationale Genre et son Plan d'Action Multisectoriel en 2017. Le PNUD dans son Document de Programme Pays (CPD 2018-2022) en lien avec les priorités nationales de la Guinée, a mis au centre de ses interventions le développement humain durable et la réduction des inégalités dans tous les programmes et projets en collaboration avec les principaux partenariats sectoriels, en charge de la justice, de la planification et du développement économique, de la sécurité, de la défense, de la formation professionnelle, de l'administration du territoire et de l'action sociale... Le Document de Programme Pays repose sur deux grands piliers qui sont (i) Promotion de la bonne gouvernance en vue du développement durable et (ii) Transformation économique et gestion durable du capital naturel, au travers desquels il soutient l'intégration et la prise en compte des préoccupations liées à la question des femmes et du genre de la conception, la mise en œuvre en passant par le suivi-évaluation.

[1] Rapport sur la Perspectives Économiques en Afrique, Guinée Equatoriale 2018

[2]Rapport sur le profil d'emploi genre BAD en Guinée Equatoriale, 2018

7.c. Men and women equal status and protection under the law

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Evolution du cadre institutionnel et législatif en genre en Guinée Equatoriale

La Constitution de la Guinée Equatoriale du 17 janvier 1995, stipule en son Article 5 « le respect de la personne humaine, de sa dignité, de sa liberté et des autres droits fondamentaux, et reconnaissance des droits et de l'égalité entre les hommes et les femmes... et en son Article 15 : « Tout acte de partialité ou de discrimination commis pour des motifs tribaux, sexuels, religieux, sociaux, politiques, corruption ou de même nature est punissable' par la loi ». Ainsi, sa constitution établit clairement l'égalité entre hommes et femmes et le pays. Il existe un Ministère des Affaires sociales et de l'Égalité des genres. Selon le rapport sur la collection des traités en mai 2020, la Guinée équatoriale avait ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes le 23 octobre 1984, mais n'a pas signé cette convention depuis.

Toutefois, le pays présente devant les experts du Comité chargé du suivi de son application (CEDAW) des rapports périodiques. Selon les conclusions des experts, la Guinée équatoriale peut affirmer qu'elle a partiellement mis en œuvre les recommandations, malgré les difficultés découlant de la crise économique, en vue d'obtenir les résultats les plus concluants, conformément à la culture de reconnaissance et de respect des droits de l'homme consacrés par les normes et la coutume internationales, et à sa Constitution.

De ce fait, les violations de ces droits seront sanctionnées avec toute la diligence voulue et, le cas échéant, la réparation entière et satisfaisante du préjudice subi sera assurée. Le décret n° 74/2018 du 18 avril, par lequel la troisième Conférence économique nationale est convoquée en mars 2019, fait de la consolidation de l'équité sociale et de l'élimination de la pauvreté un axe prioritaire, conformément aux objectifs du Plan national de développement économique et social à l'horizon 2020, du Programme 2030 de l'Organisation des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

En outre, le Programme national de développement économique et social (PNDES) 2008-2020 s'exécute en harmonie avec les Objectifs de Développement durable (ODD).

Violences faites aux femmes. Les violences basées sur le genre sont passées de 63,3% de 2018 à 56,9% en 2020 (soit une baisse de 6.4 points)[1]. Toutefois, ce taux reste élevé par rapport à la moyenne des pays de l'Afrique centrale qui est de 41,53%. Près de 30,5 % des femmes vivant en couple ont souffert de violence fondée sur le genre, alors que cette violence est, au même titre que l'agression sexuelle, réprimée par le Code pénal et que les tribunaux appliquent les dispositions y afférentes. Les tribunaux pour les affaires familiales et la protection des mineurs qui ont été mis en place connaissent, entre autres, des affaires de violence fondée sur le genre, étant entendu que le fait pour l'agresseur d'être un membre de la famille de la personne agressée constitue une circonstance aggravante.

L'ordonnancement juridique national a été renforcé. Selon les attendus de cette décision qui a fait jurisprudence en matière de droits patrimoniaux et analogues dévolus à la femme, en République de Guinée équatoriale toute femme mariée, qu'elle le soit religieusement, civilement ou selon le droit coutumier, dispose sans réserve des mêmes droits patrimoniaux que l'homme sur les biens acquis par le couple pendant la durée du mariage, car, dans le cas contraire, « la femme ne serait guère qu'une esclave et qu'une bête de somme au service de son époux, sa dignité serait bafouée et sa non-participation aux acquêts serait à l'origine d'un enrichissement illicite et sans cause de son mari ».

Le Plan d'action national multisectoriel pour la promotion de la condition de la femme et l'égalité des sexes a fait l'objet d'une évaluation, en décembre 2016, en vue de mesurer les progrès réalisés en matière d'équité de genre. L'évolution de l'un des indicateurs examinés, à savoir l'amélioration du cadre juridique relatif à la protection de l'égalité femmes-hommes, a inspiré une proposition de loi relative à la violence fondée sur le genre, dont le Sénat a été saisi à sa première session ordinaire de 2018.

Beaucoup de lois ont été élaborés en vue de l'élimination de toute sorte de violence en l'endroit des femmes, mais leur application n'évolue pas de façon satisfaisante.

Source: Human Development Report, UNDP 2020-2030

[1] **Source: Human Development Report, UNDP 2020-2030**

08. Equity of Public Resource Use

Score du critère: 2.5

8.a. Poverty Measurement

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

Notes du pays:

Il n'y a pas de données récentes sur la pauvreté en raison de l'absence d'une récente enquête de ménages. En conséquence le seul taux de pauvreté officiel est celui issu de l'enquête de ménages de 2006 estimé à 76,8%^[i]. Une enquête des ménages, en cours, dont les résultats provisoires sont attendus d'ici septembre 2023, pourra fournir des données actuelles sur la pauvreté et l'inégalité. Les inégalités rurales-urbaines restent élevées, avec deux grandes villes du pays rassemblant la plupart des Equatoguinéens selon le recensement général de la population de 2015.

Le pays est ainsi un pays à revenu élevé avec paradoxalement un niveau de pauvreté élevé, ce qu'indique une utilisation des ressources non ciblées au développement humain. Les résultats du recensement de 2015 sur la population et le logement indiquent que 70% de la population du pays vit

dans les zones urbaines et 30% dans les zones rurales. En outre, les données de la population active indiquent qu'environ 60% de la population a moins de 25 ans, et que 23,5% des 20-24 ans sont au chômage. Il y aura 20 000 nouveaux venus sur le marché du travail chaque année au cours des 10 à 15 prochaines années.

La dernière enquête auprès des ménages date de 2006. Les normes internationales préconisent une enquête tous les 5 ans. L'enquête des ménages, en cours, dont les résultats provisoires sont attendus incessamment devrait permettre de régulariser cette situation. Les autorités ont mis en place également un grand nombre important de programmes et de fonds sociaux pour améliorer les conditions de vie de la population.

Le recensement général de la population a montré qu'il y a une prédominance d'hommes, ce qui s'explique par la part de la population étrangère (près de 70% des étrangers sont des hommes). Des débats sont apparus au regard du taux de croissance proposé. Il est anticipé que la part de population étrangère dans la population totale diminuera en raison de la diminution de la croissance économique et la baisse de l'exploitation pétrolière.

[i] En raison de l'absence d'une récente enquête de ménages, le pays ne dispose pas de données actualisées officielles sur la pauvreté. La dernière enquête de ménages date de 2006 avec un taux de pauvreté de 76,8%. La deuxième en cours et dont le rapport provisoire est attendu pour fin Août devrait fournir données actualisées officielles sur la pauvreté. Certaines sources l'estiment à 43,7% en 2011 et d'autres l'évaluent en 2022 à plus de 67%.

8.b. Public Expenditures: Priorities and strategies

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

Notes du pays:

Le Plan stratégique de développement économique et social (PNDES) adopté en 2007 définit un programme ambitieux en termes de réduction de la pauvreté et de la diversification de l'économie et souligne l'importance d'utiliser adéquatement les revenus pétroliers pour favoriser la croissance et l'emploi. Cependant, le budget public tel qu'il est aujourd'hui ne supporte pas adéquatement le PNDES. Les crédits budgétaires restent orientés vers l'infrastructure, les services administratifs ne fournissent pas un soutien suffisant aux secteurs sociaux qui sont essentielles pour accroître la productivité du travail et augmenter le rendement des infrastructures. De même, les secteurs clés pour la croissance intérieure et l'emploi tels que l'agriculture sont mal servis. En outre, la protection sociale est financée principalement

par le biais de transferts et subventions qui restent insuffisants, ceci affecte leur impact sur la qualité de vie de la population. Ainsi, la politique sociale se fait généralement par la fourniture de logements sociaux et d'eau et d'électricité à bas prix. Il est difficile d'estimer le niveau de pauvreté en raison des problèmes statistiques soulevés plus haut. Cependant, ces problèmes statistiques posent des difficultés de ciblage dans la politique pro-pauvre, laissant ainsi la persistance de poches de pauvreté. Le Plan stratégique de développement économique et social (PNDES) adopté en 2007 définit un programme ambitieux en termes de réduction de la pauvreté et de la diversification de l'économie et souligne l'importance d'utiliser adéquatement les revenus pétroliers pour favoriser la croissance et l'emploi. Cependant, au regard de la récession économique actuelle, l'Etat a dû diminuer la part social de son budget pour pouvoir maintenir un fort taux d'investissement (plus de 20%), moteur de la diversification économique. Ce fort taux d'investissement est une contrainte peu contournable au regard du nombre de chantiers en cours. Des choix ont été faits notamment pour diminuer les subventions à de nombreuses agences gouvernementales. Il est à noter que l'édition 2018 de la fondation Mo Ibrahim, la RGE se situe au 53ème rang sur 54 pays dans la sous-catégorie « gestion publique », avec un score de 12,1%.

-Parmi les grandes réformes commencées en 2017 : augmenter les dépenses sociales et améliorer leur ciblage et leur qualité ; lutter contre la fraude fiscale, tant au niveau des grandes que des petites entreprises, qui reste importante dans le secteur informel, ce qui implique un meilleur contrôle des exonérations fiscales

8.c. Regressive Tax

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

Notes du pays:

La direction de l'Administration fiscale a été réorganisée et a lancé un programme de renforcement des capacités pour mieux suivre et recouvrer les recettes fiscales.

L'administration fiscale en RGE connaît un manque de ressources humaines qualifiées, c'est sous la Direction Générale des Impôts et Contributions que la perception des impôts est faite dans le cadre du paiement volontaire, hors recouvrement. La Direction du Trésor prend connaissance du paiement effectué. L'interface entre la DGIC et le service recouvrement devrait être amélioré. C'est finalement la Direction Générale du Recouvrement qui traite la perception et le recouvrement des impôts dus, prenant donc le relais de la DGIC. La procédure de collecte commence lorsque le sous-secteur de la Statistique / Comptabilité, de la Direction des Impôts et des Contributions transmet à la Direction Générale du Recouvrement les liquidations qui n'ont pas été payées. La notification est faite à la main sur la base de listes mensuelles. La DGR notifie le débiteur et le met en demeure de s'acquitter des impôts dus après réception de la notification. Les paiements sont effectués sur le compte unique du Trésor, chaque

liquidation à un code qui permet d'identifier que la dette est en train d'être payée. Le rôle de la direction des impôts est limité au secteur non pétrolier avec une participation limitée des revenus pétroliers.

Une nouvelle loi en 2015 fixe les exonérations dans le cadre de la loi, pour éviter les exonérations discrétionnaires. Le projet Sydonia, en cours d'exécution en RGE, permettra de mieux contrôler également les recettes douanières.

Afin de maximiser les recettes hors hydrocarbures, dans un contexte de récession, des mesures ont été prises en 2015 contre la fraude fiscale, en faveur de l'élargissement de l'assiette, l'élimination de nombreuses exonérations douanières et de revenus exceptionnels liés à la vente de biens de l'État, notamment immobiliers.

La collecte d'impôts en Guinée équatoriale a lieu dans le contexte d'un vaste secteur informel et de taux élevés d'évasion fiscale. Le système fiscal de la Guinée équatoriale se caractérise par a) la génération de peu de recettes fiscales non pétrolières, b) l'utilisation de peu d'instruments fiscaux, c) des exonérations fiscales excessives, d) l'absence d'impôts sur la fortune et la propriété, e) la principale source de revenus fiscaux est l'impôt sur les sociétés et f) Il est perçu davantage via les impôts indirects (TVA, taxes douanières, ...) que par l'application des impôts directs (IRPF) (Mico Bilogo 2016). Cet ensemble de facteurs nous amène à considérer le régime fiscal du pays comme régressif.

Selon la BAD (2018), dans le cadre de la politique budgétaire, les réformes incluent aussi la création de l'unité des grands contribuables, l'introduction de l'identifiant fiscal unique et l'achèvement, avec l'appui de la Banque africaine de développement, de la mise en place du Système Douanier Informatisé (SYDONIA) qui devrait permettre une meilleure connexion entre les services des impôts et des douanes. -Des efforts ont été entrepris par les autorités en matière d'exonération fiscale. -D'autres mesures entreprises (bénéficiant d'une assistance technique du FMI) concernent l'informatisation de l'administration fiscale, la mise à niveau du personnel, la simplification des procédures et la mise en place d'un guichet unique (Source : Perspectives Économiques en Afrique 2018)

09. Building Human Resources

Score du critère: 3.167

9.a. Health and nutrition services

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0

Score final	3.0
-------------	-----

Notes du pays:

En 2018, on s'attendait à ce que le boom pétrolier ait fourni une croissance partagée aux Équato-guinéens et élargi les choix des populations dans le plan national de développement économique et social du pays. Les investissements associés au secteur de la santé ont contribué dans le temps à un meilleur accès aux soins de santé et à de meilleurs résultats en matière de santé. Le pays a réussi à diminuer considérablement le taux d'incidence du paludisme, et l'arrêt de la transmission de l'onchocercose. Le faible niveau de financement (moins de 4% du PIB) explique en grande partie les problèmes du secteur de la santé en RGE. La pandémie de la COVID-19 a également mis en exergue l'impréparation du secteur, pour faire face à des crises d'ampleur.

Le pétrole et le gaz, qui contribuent le plus au PIB, **emploient moins de 4% de la population** en âge de travailler, avec des possibilités très limitées pour les jeunes non qualifiés. Globalement, le développement des ressources humaines reste faible dans le pays, avec des pénuries structurelles de services de base.

Environ 26% des enfants souffrent d'un retard de croissance et la couverture vaccinale des enfants de moins de cinq ans est inférieure à 50%, ce qui rend le pays vulnérable aux épidémies de maladies infectieuses. Le pays a réduit son taux de mortalité maternelle de plus de 75% entre 1990 et 2013, **mais le chiffre de 308 décès maternels pour 100 000 naissances** vivantes reste élevé et inacceptable pour un pays aux ressources considérables et un peu plus d'un million d'habitants. Alors que les étudiants de milieux aisés ont plus de choix éducatifs dans les offres des écoles privées et à l'étranger, ceux des ménages vulnérables s'appuient sur le système scolaire public de mauvaise qualité. Seule la moitié des inscrits a terminé ses études primaires et le taux de redoublement est élevé (30%). Les filles s'en tirent moins bien que les garçons ; à la fin de l'enseignement secondaire, la proportion de filles chute à 46,8% et tombe à 42,2% dans la première année d'études finales.

La dernière valeur de l'IDH pour la Guinée équatoriale (2020) est de 0,5932, ce qui la positionne à 1 4535 sur 1898 pays et territoires, un rang qui est partagé avec le Congo. La valeur de l'IDH de la Guinée équatoriale a augmenté de 12,4 pour cent de 2000 à 2015, avec une extension de l'espérance de vie à la naissance de 9,7 ans de 2000 à 2015. La durée moyenne de scolarisation est de 9,7 ans, l'espérance de vie est de 58,7 ans. L mais Le pays est confronté a des inégalités internes très importantes qui sont un obstacle pour l'amélioration de la qualité de vie de la population. a augmenté de 1,2 ans, et grâce au boom pétrolier, les revenus ont également augmenté massivement au cours de la même période. Dans l'ensemble, la trajectoire de la Guinée équatoriale vers le développement des ressources humaines nécessite une politique et une stratégie bien informées qui tiennent compte de la vulnérabilité du pays aux chocs exogènes, et le besoin d'augmenter les opportunités pour la population en situation vulnérable. Les recommandations du PNUD pour le pays dans son dernier rapport IDH, en 2020, sont d'augmenter la scolarisation et la espérance de vie

9.b. Education, ECD, training and literacy programs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5

Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

La RGE dispose d'une Loi Générale de l'Education qui régit toute l'activité du secteur éducatif depuis 1995. Le développement des programmes du secteur de l'éducation s'est fait à travers le Plan National pour le Développement de l'Education pour Tous (EPT), partie intégrante du Programme Stratégique de l'Education en Guinée Equatoriale.

En matière d'Enseignement Technique et Professionnelles (ETP), la RGE souffre d'une pénurie de ressources humaines qualifiées et compétentes. Bien que la RGE se compare favorablement aux pays de la CEMAC (IDH de 0,59 contre 0,53 en moyenne pour les pays de la zone en 2019), les progrès réalisés pour le développement humain sont faibles, au vu de la forte croissance économique du pays pendant les années qui ont suivi l'exploitation pétrolière et gazière. Au-delà des problèmes liés à la qualité de l'enseignement tout au long des cycles, un facteur majeur qui explique la faiblesse du capital humain réside dans la structure de l'enseignement supérieur. La RGE a des effectifs pléthoriques dans les filières de formation en

lettres, sciences humaines et sociales, au détriment des formations scientifiques, techniques et professionnelles.

[i] La faiblesse du capital humain s'explique aussi par l'état du secteur de l'EFTP, la faible inclusion du secteur privé dans la gouvernance de l'EFTP, l'inadéquation entre les programmes de formation et les filières propices à la diversification ou aux besoins de l'économie. Selon le rapport national sur les OMD, la Guinée équatoriale a maintenant le taux d'alphabétisation le plus élevé de l'Afrique, qui est passé de 88,7 % en 2011 à 95,7 % en 2015. Le pays a construit plus de 40 nouvelles écoles d'enseignement primaire, augmentant le nombre d'écoles de 813 à 857.

[i] Dramane C. (2019), Capital humain et défis de l'émergence de la CEMAC, Banque Africaine de Développement.

9.c. Prevention and treatment of HIV/AIDS, tuberculosis, and malaria

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

En matière de lutte contre le VIH/SIDA, il existe en RGE un cadre stratégique de lutte contre le VIH/SIDA, et des plans sectoriels et multisectoriels adoptés. Aussi, il y a une proposition de feuille de route de réduction de la mortalité maternelle et néonatale, ainsi qu'un Plan Stratégique de Lutte contre le Paludisme en cours exécution. In 2020 selon l'annuaire statistiquele rapport de 202215 de l'Institut National de la Statistique de la RGE (INEGE)ONUSIDA et la Banque Mondiale, les statistiques étaient les suivantes:

- Nombre de personnes vivant avec le VIH27 000 [25 000 - 30 000] est passe de 61000 en 2019 a 66000 en 2021

- L'incidence Taux de prévalence du VIH est passe de 4800 en 2019 a 5200 en 2021chez les adultes de 15 à 49 ans: 7.3 %4.9% [4.4% - 5.3%]

- Femmes adultes ayant le VIH comme % de la population de 15 ans ayant le VIH: 54,5%- Women aged 15 to 49 HIV prevalence rate 9.8%- Men aged 15 to 49 HIV prevalence rate 5.6%- Coverage of adults and children receiving ART %)38% Adultes âgés de 15 ans et plus vivant avec le VIH25 000 [23 000 - 27 000] • Femmes âgées de 15 ans et plus vivant avec le VIH14 000 [13 000 - 16 000] • Enfants âgés de 0 à 14 ans vivant avec le VIH2400 [2200 - 2600] • Décès dus au sida1100 [• Enfants rendus orphelins par le sida âgés de 0 à 17 ans: 260009200 [7300 - 11 000]

En ce qui concerne la tuberculose, l'incidence est passée de 3634 en 2019 a 4610 en 2021

Selon les sources gouvernementales, la Guinée équatoriale a un des programmes d'Afrique qui connait le plus de succès pour lutter contre la propagation de la malaria et a réduit l'incidence de cette maladie de 57% en quatre ans seulement. UNICEF appui le gouvernement dans sa lutte contre le paludisme et rappelle que le paludisme constitue un problème de santé publique en Guinée équatoriale, reste la principale cause de mortalité directe liée chez les enfants moins de 5 ans.

Le taux d'incidence de la mortalité liée à la tuberculose en RGE éstait estimé en 202114 à 280162 pour 100.000 habitants selon the Global Tuberculose Report

10. Social Protection and Labor

Score du critère: 2

10.a. Social safety net programs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5

Score final	2.5
-------------	-----

Notes du pays:

Il n'y a pas de données récentes sur la pauvreté en raison de l'absence d'une récente enquête de ménages. En conséquence le seul taux de pauvreté officiel est celui issu de l'enquête de ménages de 2006 estimé à 76,8% . Une enquête des ménages, en cours, dont les résultats provisoires sont attendus d'ici septembre 2023, pourra fournir des données actuelles sur la pauvreté et l'inégalité. La RGE est classée dans les pays à développement humain moyen avec un IDH de 0,596 en 2021 sur une échelle de 0 à 1 classant le pays au 147e rang sur 191 en 2021 (PNUD 2022). L'analyse de la dynamique de l'Indice de Développement Humain (IDH) montre une augmentation de 1,24% entre 2000 et 2010 et une augmentation de 0,26% entre 2010 et 2021. Le taux de chômage a été de 9,14% en 2021 (Banque mondiale). Il est plus élevé chez les femmes et les jeunes . Le principal système de protection sociale, géré par l'Institut national de sécurité sociale (INSESO), ne couvre qu'une partie des travailleurs du secteur formel et leurs familles, soit 38 680 personnes en 2009 et 70 930 en 2013 (à 15 % des fonctionnaires, à 80 % des salariés du privé et 5 % des travailleurs indépendants et bénévoles). Cette hausse est due à l'augmentation du nombre de salariés du secteur privé. Le gouvernement finance également l'INSESO pour la prise en charge des handicapés, à travers un régime particulier. Une forte majorité d'habitants n'est pas prise en charge, d'autant que l'accès à l'emploi formel reste problématique. Le système actuel de protection sociale en RGE ne bénéficie pas à tous les groupes vulnérables de la population afin de réduire les disparités en termes d'accès aux services sociaux de base. Les allocations aux secteurs sociaux, notamment ces dernières années dans le domaine de la santé, ont été fortement augmentées et une volonté publique est affichée pour mieux prendre en charge les populations défavorisées. La plupart des pauvres, actifs dans l'économie informelle, ont accès à aucune forme de protection sociale, et seulement 6% de la population bénéficie de la sécurité sociale. Les travailleurs du secteur formel et leurs familles sont couverts par l'Institut national de sécurité sociale (INSESO). D'autres mesures de protection sociale sont menées par le bureau de la Première dame. Les efforts pour introduire un système de protection sociale plus complet dans le pays ont commencé avec l'élaboration d'une feuille de route pour la première stratégie nationale de protection sociale du pays avec l'appui technique du système des Nations Unies

10.b. Protection of basic labour standards

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

Notes du pays:

En raison de statistiques non actualisées et d'information non disponibles, il est difficile de porter une évaluation quantitative.

Sur le plan juridique, la Constitution de la Guinée Equatoriale dans son Article 12 garantit l'égalité entre tous les citoyens. Le pays a adopté et ratifié en 1984 la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre la femme et a ratifié les Lois et Conventions en faveur de la protection des enfants, des personnes handicapées et les personnes du troisième âge.

De même, il faut mentionner l'existence d'une Loi de protection des droits des personnes qui vivent avec le VIH/SIDA. Cependant, la limitation du régime de protection sociale en vigueur qui bénéficie seulement aux travailleurs du secteur public et du secteur privé formel et leurs familles, ainsi que la persistance de pratiques discriminatoires envers les personnes qui vivent avec le VIH/SIDA dans la société et au niveau famille reste encore des défis à atteindre. En RGE, des filets de sécurité existent pour protéger les groupes vulnérables, mais sont très peu nombreux, on peut noter les structures chargées des personnes handicapées/invalides (ASONAMI), des enfants (CANIGE), des personnes du troisième âge (AGECDEA), etc.

La Guinée équatoriale a ratifié un certain nombre de conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de la collaboration continue avec le système de protection des droits de l'homme des Nations Unies. L'exercice des droits syndicaux est limité et les autorités tardent à reconnaître tout syndicat qu'elles jugent trop «indépendant».

La Constitution prévoit le droit de former des syndicats, mais dans les faits, des restrictions sont fortes et la syndicalisation des fonctionnaires de l'administration publique n'a toujours pas été adoptée. Aussi, le droit de grève et de négociation collective existe, mais aucune disposition ne protège les travailleurs contre les actes de discrimination antisyndicale. Le gouvernement a ratifié, en 2001, plusieurs des Conventions fondamentales de l'OIT, y compris les Conventions n°87 et 98, mais n'a cependant pas encore adapté sa législation en conséquence, malgré les demandes de l'OIT.

La RGE concentre une forte population de travailleurs immigrés. Les contraintes administratives à l'obtention de visas, y compris visas de sortie, endiguent les éventuelles manifestations de mécontentement.

10.c. Labour market regulations

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

Le Président de la République a promulgué le décret numéro 30/2016 du 29 janvier 2016 portant établissement du salaire minimum interprofessionnel garanti. Celui-ci est maintenu à 117 304 francs CFA. Ce processus s'inscrit dans le cadre de sa révision périodique, tous les trois ans, par le gouvernement et par le biais d'un décret, après consultation des représentants des organisations représentatives, des employeurs et des travailleurs ; les organismes et les institutions impliqués dans les secteurs économique, financier et social sont également consultés, en prenant pour référence le niveau de vie du pays et le niveau d'inflation. Rapporté au PIB estimé à 10 000 USD par habitant, ce salaire minimum reste relativement faible. Dans le contexte de crise économique, on peut penser que les autorités ont préféré maintenir un salaire minimum bas, pour éviter que les petits salaires passent dans l'économie informelle.

Les autorités ont mis en place un programme de formation professionnelle pour réorienter les chômeurs ayant perdu leur emploi dans le cadre de la restructuration économique. Des projets pilotes sont en cours : à Annobon et à Baney. Les autorités visent à mettre en place des centres de formation dans chaque capitale provinciale.

Depuis 2015, les pertes d'emploi sont les plus fortes dans le secteur du BTP. A titre d'exemple, en 2015, environ 24 sociétés majeures de construction ont arrêté leurs activités. Il est estimé que 4700 personnes directes ont perdu leur emploi et que 500 emplois indirects ont été perdus. L'agriculture et le tourisme sont des domaines dans lesquels les offres de formation sont les plus nombreuses.

Depuis quelques années, la plupart des créations d'emplois se concentrent dans les deux principales villes du pays, Malabo et Bata, ce qui entraîne un important exode rural et l'abandon des activités agricoles.

En l'absence de données faibles et récentes, il est difficile d'évaluer l'impact de la croissance à travers les différentes couches sociales. Cependant, les immenses efforts liés aux infrastructures sociales et l'amélioration continue des indicateurs suggèrent que ces bénéfices sont partagés.

En matière d'exécution du SMIG, il ne semble pas que des obstacles se soient posés à son instauration. De même, les obstacles à la création d'emploi se situent plus au niveau général du climat des affaires, aux débouchés économiques et à la formation de la main d'œuvre, plutôt qu'à la rémunération de cette dernière.

10.d. Community driven initiatives

Type de score	Valeur
Score de brouillon	1.5
Score révisé	1.5
Score de deuxième brouillon	1.5

Score final	1.5
-------------	-----

Notes du pays:

En République de Guinée Equatoriale, les initiatives à base communautaire sont peu-existantes. La pénétration des outils de communication comme internet est très lente et contrôlée. Globalement, les initiatives à base communautaire ne sont que peu visibles.

D'après le rapport Mo Ibrahim pour la gouvernance, le pays connaît un déclin se classant à la 51ème place sur 54 pays avec un score de 27,3 sur 100 en 2022 contre la 46ème place en 2017 avec un score de 36 sur 100. Cependant son score de 2022 représente une amélioration de 1,2 par rapport au trend 2012-2021. Cependant, Les groupements se font surtout sur la base politique, d'appartenance au parti au pouvoir, le Parti Démocratique de Guinée équatoriale, PDGE. Celui-ci est organisé à tous les plans, y compris le plan local, et finances de nombreuses actions collectives.

Le parti structure de très nombreuses initiatives communautaires en raison de ses ramifications décentralisées.

10.e. Pension and old age savings programs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	1.5
Score révisé	1.5
Score de deuxième brouillon	1.5
Score final	1.5

Notes du pays:

Après l'accumulation des ressources importantes tirées des hydrocarbures, le gouvernement de la République de Guinée Equatoriale (RGE) a créé un fonds pour les générations futures consigné à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) depuis 2005, ceci correspond à environ 3,5 % par an du budget. Aussi, des dépôts significatifs issus de cet excédent budgétaire ont été effectués dans les Banques commerciales. En outre, le gouvernement équatoguinéen a augmenté son capital qu'il détient dans le secteur pétrolier, et en 2008, il a dépensé US\$ 2 milliards pour acquérir les intérêts d'une société pétrolière américaine, Devon Energy. Cependant, en raison des contraintes de trésorerie notées dans la revue du FMI en juillet 2016, on peut se demander comment seront gérés ces fonds dans les prochaines années, sur fonds de récession économique.

L'Institut National de Sécurité Sociale (INSESO) est le seul gérant et administrateur de la sécurité sociale en Guinée Equatoriale. La loi sur la sécurité sociale fournit des services de soins de santé en fournissant

des soins médicaux et pharmaceutiques, d'hospitalisation et de réadaptation, et de la gestion et la sécurisation de ces prestations aux assurés, il est le INSESO, à cet effet, ont assez d'hôpitaux avec des équipements appropriés et le personnel médical approprié.

L'INSESO couvre les soins de santé des travailleurs dans les secteurs public et privées, pour les membres de la famille reconnue par l'INSESO, et les retraités et leurs familles. Les services couverts incluent la maladie personnelle ou professionnelle, la maternité, et les accidents. Actuellement, l'INSESO couvre 3,7% de la population en général.

Il y a de petites entreprises d'assurance pour les voyageurs, et d'autres fonctionnaires qui reçoivent des crédits dans les banques. La majorité de la population à risque de la maladie et les dépenses de santé, ne disposent pas de ressources suffisantes pour adhérer à une assurance privée ou l'assurance sociale. Ce type de services payés par les mêmes individus et les familles ne sont pas affiliés avec le INSESO.

11. Environmental Policies and Regulations

Score du critère: 3.5

11. Environmental Policies and Regulations

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

La Guinée Equatoriale fait partie des pays du bassin du Congo - le deuxième massif forestier tropical après la forêt amazonienne. Le pays possède environ 1 626 millions d'hectares de forêt humide dense tropicale, ce qui représente 58,0 % de la superficie totale du pays. Mises en valeur de façon rationnelle, ces forêts peuvent contribuer à la diversification économique en plus de lutter contre le changement climatique.

La RGE a élaboré différentes stratégies et politiques, qui ont pour principal objectif d'assurer une gestion rationnelle et durable de l'espace et des ressources naturelles du pays ; d'organiser, réglementer, et gérer leur utilisation. ; par exemple le Plan national de gestion de l'environnement, Politique forestière et de gestion durable de la biodiversité, Plan national d'adaptation au changement climatique (PANA), Stratégie nationale et le plan d'action pour conservation de la diversité biologique, Plan d'action national sur les écosystèmes côtiers et marins de la Guinée équatoriale et le Plan hydrologique national. Ces politiques se traduisent par des lois sur la protection de l'environnement et les écosystèmes naturels. Notamment, sur

l'environnement (la loi 7/ 2003 sur la régulation environnementale qui est la loi-cadre sur tous les aspect de la protection de l'environnement) ; le foncier (Loi 4/2009 (18 mai 2009) sur le régime de la propriété foncière en Guinée équatoriale, qui régleme la gestion foncière, garantit le droit de propriété foncière et reconnais l'utilisation traditionnelles des terres ainsi que la propriété communale) ; le travail (Loi 10/2012 (24 décembre) sur l'organisation générale du travail et le décret 121/2011 (5 septembre) fixant le salaire minimum interprofessionnel) ; Forêts et la biodiversités (Loi forestière 1/1997 (18 février) portant sur l'utilisation et l'aménagement des forêts, La loi 8/1988 (31 décembre) sur la faune, la chasse et les aires protégées, loi 4/2000 (22 mai) sur les aires protégées, La loi 10 / 2003 (17 novembre) sur les activités de pêche, Loi 3/2007 (23 juillet) sur les eaux et les côtes de la RGE). Les lois sont accompagnées par des textes d'application en forme de décrets et arrêtés. La RGE a ratifié la majeure partie des conventions internationales relatives à la l'environnement et la gestion des ressources naturelles y compris la Convention de Ramsar et CITES.

Dans le rapport 2020 de l'Indice de Performance Environnementale (IPE)[1] de l'Université de Yale, qui suit les progrès accomplis au niveau mondial dans la réalisation des objectifs internationaux en matière de développement durable sur la base d'un score agrégé de 32 indicateurs environnementaux relatifs à la gestion des ressources naturelles et à la protection l'environnement, la Guinée équatoriale a été classée 115e sur 180 pays dans le monde et 9e sur l'ensemble des pays africains figurant dans le classement. À l'échelle mondiale, ce classement montre les défis importants que le pays doit relever pour améliorer ses performances environnementales. La Guinée équatoriale n'est pas actuellement membre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), ayant été retirée de la liste en 2010.

Sur le plan institutionnel, les dispositions existantes sont de nature à permettre une bonne gestion de la mise en œuvre de la politique environnementales du Pays. En effet, le suivi des respects des normes environnementale et sociales est sous la charge de L'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature (*Instituto Nacional de Conservacion del Medio Ambiente* INCOMA), du Fonds National de l'Environnement (*Fondo Nacional de Medio Ambiente* FONAMA), et d'un corps spécial d'inspecteurs de l'environnement et l'Institut national de développement forestier et de gestion des aires protégées (*Instituto Nacional de Desarrollo Forestal y Áreas Protegidas* (INDEFOR-AP). L'INCOMA a pour mission de promouvoir la politique du gouvernement en matière d'évaluation environnementale et social. Le besoin de renforcement de capacite (institutionnelles, technique, humaine et logistique) sur les aspects des sauvegarde environnementale et sociale et la gestion des ressource naturelles y compris les normes internationales comme le System de Sauvegarde Intègre (SSI) de la BAD est avéré. La mise en œuvre des exigences règlementaires telles que prévues par les lois, décrets et arrêtés sur la protection de l'environnement demure un défi pour le pays. La Banque prévoit des séminaires d'échanges et de formations sur les sauvegardes environnementales et sociales de la Banque pour contribuer à la prise de conscience des enjeux environnementaux et sociaux dans la promotion du développement durable en général et dans la mise en œuvre des projets d'investissement en particulier. Par ailleurs, une meilleure coordination des institutions existantes contribuerait à une meilleure efficacité des politiques.

Bien que depuis En septembre 2021, le pays a annoncé son intention de préparer une nouvelle loi sur les hydrocarbures visant à attirer les investissements des participants régionaux et internationaux dans son secteur pétrolier et gazier, ce n'est pas encore fait. On ne sait pas encore quelles dispositions la nouvelle loi comportera en matière de protection de l'environnement, d'utilisation durable des ressources naturelles et de durabilité en général.

(D) Public Sector Management and Institutions

Score du cluster: 2.358

12. Property Rights and Rule-based Governance

Score du critère: 2.875

12.a. Legal basis for secure property and contract rights

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Le système de la propriété et des contrats repose sur des textes légaux et réglementaires et, à ce titre, dispose d'une base juridique solide. On peut citer notamment (i) Le Code civil ; la loi hypothécaire et le Règlement hypothécaire[1][1] et (ii) les textes adoptés par l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Les droits de propriété ne sont pas respectés de manière consistante par le gouvernement, qui est connu pour saisir des terres et offrir peu de recours aux personnes concernées. Des membres de la minorité Bubi ont signalé des cas d'accaparement de terres par les élites et le gouvernement au cours des dernières années. La plupart des femmes sont désavantagées en matière d'héritage et de droits de propriété, tant au regard du code civil que des pratiques coutumières, bien que les femmes jouissent de droits coutumiers plus importants chez les Bubi.

La Guinée équatoriale est membre de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) et a rejoint l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en 1997. Les annexes I et III de l'Accord portant révision de l'Accord de Bangui du 02 mars 1977 instituant une OAPI régissent respectivement la protection des brevets d'invention et celles des marques de produits ou de services. La délivrance du brevet confère à son titulaire un droit exclusif d'exploitation pour une durée de 20 ans[1]. Toute atteinte portée aux droits du breveté est constitutive du délit de contrefaçon, puni de sanctions pénales et civiles. La protection de la marque est valable pour une durée de dix ans, renouvelable sans limitation[2]. Les droits attachés à la marque sont transmissibles en totalité ou en partie. La violation de la

marque peut être sanctionnée par une action en contrefaçon, soit devant les juridictions pénales, soit devant les juridictions civiles. La protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) relève du Conseil de la recherche scientifique et technologique de la Guinée équatoriale. La Guinée équatoriale ne rend pas compte des saisies de produits de contrefaçon. Les structures juridiques sont faibles et l'application des DPI est rare, voire inexistante. Le gouvernement ne tient pas de statistiques accessibles au public sur l'application de la loi ou les actions judiciaires.

[1] Article 9, Annexe I, Accord de Bangui révisé du 24 février 1999 : « Le brevet expire au terme de la 20ème année civile à compter de la date de dépôt de la demande, sous réserve des dispositions de l'article 40 ».[2] Article 19, Annexe III, Accord de Bangui révisé

Le système de la propriété et des contrats repose sur des textes légaux et réglementaires et, à ce titre, dispose d'une base juridique solide. On peut citer notamment (i) Le Code civil ; la loi hypothécaire et le Règlement hypothécaire[1] et (ii) les textes adoptés par l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). **Protection des marques**L'Accord de Bangui est applicable depuis décembre 1981.Aux termes de l'article 2 de cet Accord : « *Sont considérés comme marque de produits ou de services, tous signes utilisés pour distinguer des produits ou services d'une entreprise quelconque, et notamment les noms patronymiques, les dénominations particulières, la forme caractéristique du produit ou de son conditionnement, les étiquettes, emblèmes, etc...* » L'article 4 du même Accord considère comme nulles et de nul effet les marques dépourvues de caractère distinctif.L'enregistrement d'une marque est nécessaire, afin de conférer à son titulaire le droit exclusif de l'utiliser ; ce droit est opposable à tous, sauf le cas prévu à l'article 20 alinéa 2 relatif aux tiers, qui, de bonne foi, font usage de la marque.Cette protection est valable pour une durée de dix ans renouvelable, sans limitation. Les droits attachés à la marque sont transmissibles en totalité ou en partie. La violation de la marque peut être sanctionnée par une action en contrefaçon, soit devant les juridictions pénales, soit devant les juridictions civiles.**Protection des brevets**La protection des brevets est également régie par l'accord de Bangui du 2 mars 1977 et son annexe 1.Au sens de celle-ci : « *Peut faire l'objet d'un brevet d'invention ou d'un brevet conférant à son auteur sous des conditions et pour un temps déterminé, le droit exclusif de l'exploiter, l'invention nouvelle impliquant une activité inventive et susceptible d'application industrielle.* » Le demandeur d'un brevet d'invention doit déposer ou adresser sa requête au Directeur Général de l'OAPI.L'invention fait alors l'objet :– d'un examen formel de son objet et de la conformité des revendications,– d'un examen de fond visant à établir que cette invention ne fait pas double emploi avec un brevet déjà délivré bénéficiant d'une protection antérieure ; qu'elle est nouvelle et résulte d'une activité inventive.La délivrance des brevets a lieu sur décision du Directeur Général de l'OAPI et doit donner lieu à un mémoire descriptif. La délivrance du brevet génère en faveur de son bénéficiaire un droit exclusif d'exploitation pour une durée de dix années civiles renouvelable par périodes de cinq ans.

Selon les « Déclarations sur le climat d'investissement 2023 », la Guinée équatoriale présente un paysage mixte en matière de propriété immobilière et de droits de propriété intellectuelle. Pour les biens immobiliers, il existe des défis évidents, tels que l'application sélective des droits de propriété par le gouvernement et le risque de saisies de terres. Les conditions des prêts hypothécaires dans le cadre du « Programme de logement social » sont relativement strictes et comportent des taux d'intérêt élevés. Sur le front de la propriété intellectuelle, le pays semble faire des progrès. La non-inclusion de la Guinée équatoriale dans les rapports relatifs à la contrefaçon et au piratage indique une amélioration de la protection de la propriété intellectuelle. Leur adhésion à des organisations mondiales et régionales de propriété intellectuelle comme l'OMPI et l'OAPI témoigne d'un engagement envers les normes internationales. L'introduction du projet de loi sur la propriété intellectuelle en septembre 2022, combinée

à l'inauguration du Centre de documentation sur la propriété intellectuelle, témoigne de l'engagement du pays en faveur du renforcement des droits de propriété intellectuelle et du soutien aux parties prenantes. En résumé, même s'il existe des préoccupations concernant les droits de propriété immobilière, la Guinée équatoriale réalise des progrès louables dans le domaine des droits de propriété intellectuelle.

[1]El Código Civil; la Ley Hipotecaria y el Reglamento Hipotecario

Selon les « Déclarations sur le climat d'investissement 2023 », la Guinée équatoriale présente un paysage mixte en matière de propriété immobilière et de droits de propriété intellectuelle. Pour les biens immobiliers, il existe des défis évidents, tels que l'application sélective des droits de propriété par le gouvernement et le risque de saisies de terres. Les conditions des prêts hypothécaires dans le cadre du « Programme de logement social » sont relativement strictes et comportent des taux d'intérêt élevés. Sur le front de la propriété intellectuelle, le pays semble faire des progrès. La non-inclusion de la Guinée équatoriale dans les rapports relatifs à la contrefaçon et au piratage indique une amélioration de la protection de la propriété intellectuelle. Leur adhésion à des organisations mondiales et régionales de propriété intellectuelle comme l'OMPI et l'OAPI témoigne d'un engagement envers les normes internationales. L'introduction du projet de loi sur la propriété intellectuelle en septembre 2022, combinée à l'inauguration du Centre de documentation sur la propriété intellectuelle, témoigne de l'engagement du pays en faveur du renforcement des droits de propriété intellectuelle et du soutien aux parties prenantes. En résumé, même s'il existe des préoccupations concernant les droits de propriété immobilière, la Guinée équatoriale réalise des progrès louables dans le domaine des droits de propriété intellectuelle.

12.b. Predictability, transparency, and impartiality of laws affecting economic activity

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

Les lois régissant l'activité économique en Guinée Equatoriale reposent sur des textes régionaux pour les domaines relevant d'organisation dont la Guinée Equatoriale est membre, essentiellement la CEMAC et l'OHADA et des textes nationaux. Les textes régionaux en général remplissent les conditions de prévisibilité, de transparence et d'impartialité, dans la mesure où les actes uniformes adoptés par l'OHADA sont d'application directe dans les Etats membres, ainsi que les règlements communautaires (CEMAC). En outre, les modes de révision de ces textes ne relèvent pas uniquement du pays, mais de mécanismes propres à ces institutions. Les domaines visés sont divers et comprennent notamment le droit commercial général, le droit des sociétés commerciales, les sûretés, les procédures collectives et d'apurement du passif, le droit comptable et l'information financière, les réglementations bancaires et douanières.

En revanche, les textes nationaux ne présentent pas toujours suffisamment le caractère de prévisibilité, de transparence et d'impartialité. En ce qui concerne le système de propriété, la prévisibilité, la transparence et l'impartialité du système ne sont pas garanties. En dépit de l'obligation légale d'enregistrement de toutes les opérations de vente de biens immobiliers au registre des biens immobiliers pour les rendre opposables aux tiers, selon le Doing Business 2020 tous les terrains privés ne sont pas systématiquement cartographiés ni inscrits au registre des biens immobiliers. Deux administrations sont en charge de la mise en œuvre du système : le Registre de Commerce et Immobilier (Registro mercantil y de Propiedad) et le Bureau du Cadastre (Oficina de Catastro). Leurs processus ne sont pas automatisés. Il n'existe ni base de données électronique complète et fonctionnelle pour la vérification des charges (privilèges, hypothèques, restrictions et autres), ni base de données électronique pour l'enregistrement des limites, la vérification des plans et la fourniture d'informations cadastrales (système d'information géographique). Des efforts sont également nécessaires en ce qui concerne la transparence et la publicité de l'information. Celle-ci n'est accessible qu'aux intermédiaires et parties intéressées et au format physique, l'accès en ligne n'étant pas disponible. Par ailleurs, il n'existe pas de mécanisme spécifique et indépendant pour déposer des plaintes concernant un problème survenu dans le cadre des interactions avec ces deux administrations. La résolution d'un litige devant un tribunal de première instance dure en moyenne 1 à 2 ans, ce qui est en deçà de la norme dans plusieurs pays membres de la CEMAC, à savoir le Cameroun, le Gabon et le Tchad où l'obtention d'une décision en première instance dure en moyenne 2 à 3 ans.

Ces limites inhérentes au système et à sa mise en œuvre expliquent le mauvais classement de la Guinée Equatoriale qui occupe au Doing Business 2020 le 163ème rang sur 190 avec un score de 44,4 sur 100 pour l'indicateur « enregistrement de la propriété ». Son score est largement en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (53,6), même si la Guinée Equatoriale a un meilleur classement que les autres Etats de la CEMAC, à l'exception du Tchad.

Toutefois, le délai moins long de résolution des conflits en Guinée Equatoriale explique également que le pays soit mieux classé en matière d'exécution des contrats au Doing Business 2020 : 105ème rang sur 190 avec un score de 56,2 sur 100 ; au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (49,6). Le temps nécessaire pour l'obtention d'une décision d'un tribunal de première instance est de 475 jours pour un coût de 19,5% de la valeur du litige, largement en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 654,9 jours pour un coût de 41,6% de la valeur du litige. Cependant, l'indice de la qualité des procédures judiciaires qui est de 3,5 sur 18 est faible par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (6,9) et nécessite un renforcement des capacités. Si ce classement est largement au-dessus de celui des autres pays membres de la CEMAC[1], il est néanmoins, en recul de quatre points par rapport au classement du pays au Doing Business 2019 (101ème rang), même si le score au Doing Business 2020 (56,2) s'est légèrement amélioré par rapport au Doing Business 2019 (56,17). La Guinée équatoriale avait facilité l'exécution des contrats en adoptant une loi qui régit tous les aspects de la médiation en tant que mécanisme alternatif de règlement des litiges durant le cycle du Doing Business 2019.

Le système réglementaire de la Guinée équatoriale présente des défis importants, notamment en matière de transparence et de mise en œuvre efficace. Même si des structures sont en place pour introduire et promulguer des réglementations, on constate une absence évidente de participation et de consultation du public. Le fait que les projets de loi et de réglementation ne soient pas rendus publics pour commentaires pose un sérieux problème de transparence. En outre, même si les efforts visant à numériser et à rendre les lois et réglementations disponibles en ligne sont louables, il existe toujours un manque d'accessibilité important et une documentation limitée.

Sur le plan comptable, il existe un manque évident d'expertise locale sur les normes comptables de l'OHADA, encore exacerbé par le nombre limité d'experts-comptables agréés. Les pratiques de transparence budgétaire du pays restent médiocres, et des inquiétudes subsistent concernant le montant total non divulgué des dettes et les états financiers non audités des entreprises publiques.

Le système judiciaire en Guinée équatoriale pose d'autres défis, avec l'influence de hauts fonctionnaires, de la famille dirigeante et des incohérences dans les décisions judiciaires. L'absence de tribunaux de commerce spécialisés et d'un centre d'arbitrage et de médiation, combinée au manque perçu de compétence procédurale, d'équité et de fiabilité, accentue encore les lacunes de la réglementation.

Tous ces facteurs combinés reflètent un environnement réglementaire qui, bien que doté de certaines structures, souffre toujours d'un manque de transparence, d'une mise en œuvre cohérente et d'équité.

Source : Déclarations sur le climat d'investissement 2023 : Guinée équatoriale

[1]Cameroun (167), Centrafrique (183), Congo (155), Gabon (180) et Tchad (153)

12.c. Difficulty in obtaining business licenses

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

Le processus de création d'entreprise et d'obtention de licence d'exploitation n'est pas aisé et est certainement le facteur explicatif du mauvais classement de la Guinée Equatoriale à l'indicateur « création d'entreprise » au classement Doing Business 2020 : 183ème rang sur 190 avec un score de 61 sur 100, largement en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (80,1). En effet, plusieurs agences sont impliquées avec des coûts associés. A titre d'exemple, dans le cadre du processus de constitution de son entreprise, un entrepreneur doit requérir deux enregistrements distincts auprès du ministère du Commerce, l'un auprès du département des entreprises et des investissements privés et l'autre auprès du département du commerce. Une redevance annuelle est perçue par chacun de ces départements et varie selon les entreprises. En outre, des enregistrements supplémentaires auprès d'autres ministères sont nécessaires en fonction du secteur d'activité de l'entreprise.

L'introduction du Guichet unique des entreprises (VUE) par le ministère du Commerce en janvier 2019 a considérablement rationalisé le processus d'enregistrement des entreprises en Guinée équatoriale,

réduisant le délai moyen de 33 jours à seulement cinq jours. Cette réduction indique une mesure proactive visant à favoriser un environnement plus favorable aux affaires et à améliorer la facilité de faire des affaires. L'ouverture d'un deuxième bureau VUE à Bata en juillet 2021 montre encore une fois l'engagement de décentraliser la facilité d'accès aux services.

Cependant, l'absence d'une plateforme d'enregistrement en ligne et l'absence d'un site Web VUE fonctionnel entravent la pleine réalisation d'un système d'enregistrement des entreprises moderne, efficace et facilement accessible. Bien que le VUE offre un processus plus efficace, les entreprises qui n'utilisent pas le VUE doivent se soumettre à un processus plus long et plus fragmenté, traitant avec plusieurs agences. Ce processus plus long peut être intimidant et long pour les entreprises potentielles, en particulier si on le compare aux processus d'enregistrement plus rationalisés dans d'autres pays.

Même si des progrès louables ont été réalisés dans la simplification du processus d'enregistrement des entreprises, l'absence d'un système en ligne et le processus encore quelque peu compliqué pour ceux qui n'utilisent pas le VUE laissent place à des améliorations.

Le régime du permis de construire est complexe et ne contribue pas à l'attractivité de l'environnement des affaires en Guinée Equatoriale. Le pays est classé au Doing Business 2020 au 162^{ème} rang sur 190 avec un score de 55 sur 100, en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (58,5) et de la plupart des pays membres de la CEMAC, à l'exception de la Centrafrique (184^{ème} rang) et du Tchad (174^{ème} rang).

Source : Déclarations sur le climat d'investissement 2023 : Guinée équatoriale

12.d. Crime and violence as an impediment to economic activity

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

La criminalité et la violence ne sont pas perçues comme des entraves à l'activité économique. selon l'Indice Mo Ibrahim pour la Gouvernance 2020. La Guinée Equatoriale se classe au 19^{ème} rang sur 54 avec un score de 84,5 sur 100 pour la sécurité et la sûreté, à l'Indice Mo Ibrahim pour la Gouvernance 2020[1]. Le pays obtient notamment un score de 86,9 pour l'indicateur « absence de violence contre les civils » et de 95,7 pour l'indicateur « absence de criminalité ».

Cependant, il convient de noter que Malgré des niveaux de pauvreté élevés, les niveaux de criminalité sont contrôlés par les réponses impitoyables de la police plutôt que par une quelconque compétence inhérente. Les délinquants présumés, qu'ils soient coupables ou non, peuvent s'attendre à être traités avec brutalité et sans procédure régulière. Par ailleurs Toutefois, on a constaté une augmentation notable de la criminalité de rue non violente et des cambriolages de résidences affectant les expatriés au cours des dernières années, ainsi que des rapports réguliers de petits larcins. En l'absence de statistiques officielles, des preuves anecdotiques suggèrent que les crimes violents, y compris les meurtres, augmentent à mesure que les inégalités socio-économiques se creusent.

La criminalité touche aussi bien les zones urbaines que rurales en raison de la présence limitée de la police. Le crime le plus souvent signalé par les étrangers est l'extorsion par des membres des forces de sécurité. La réponse d'urgence de la Guinée équatoriale fait défaut[1].

[1] Equatorial Guinea, 2020 OSAC Crime & Safety Report. Il s'agit d'un rapport annuel produit en collaboration avec le Bureau de Sécurité Régional de l'Ambassade des États-Unis à Malabo

[1]<https://mo.ibrahim.foundation/iiag>

13. Quality of Budgetary and Financial Management

Score du critère: 2.25

13.a. Comprehensive and credible budget

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

Des faiblesses persistent ont été identifiées dans la préparation du cadre budgétaire pluriannuel et du budget annuel. Le cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) n'est toujours pas préparé et discuté avec les ministères sectoriels et le Parlement. Les projets d'investissements en cours ne sont pas intégralement intégrés dans le cadre budgétaire à moyen terme et. Et le budget préparé annuellement ne découle pas des données du CBMT. Les CBMT ne sont pas publiés. Il en est de même du lien entre le budget et les

objectifs de réduction de la pauvreté qui reste très faible en raison d'absence de données récentes sur le taux de pauvreté dont les valeurs officielles sont celles de la dernière enquête de ménages qui date de 2006. Cependant le gouvernement a fait des efforts dans ce domaine avec une enquête de ménages en cours dont les résultats permettront d'actualiser les taux de pauvreté et de ce fait pourraient permettre d'avoir un lien plus étroit entre les objectifs budgétaires et la réduction de la pauvreté. Des prévisions de revenus irréalistes et l'absence d'informations sur les obligations en suspens et les engagements futurs compromettent la fiabilité du budget.

La planification du budget souffre de l'absence de priorisation et d'optimisation des dépenses d'investissement et de fonctionnement. On relève en 2017 des dépenses de fonctionnement supérieures aux dépenses d'investissement. La pandémie de COVID-19 et les explosions de Bata ont ralenti la mise en œuvre des réformes. Ainsi, le système d'information en place pour l'exécution budgétaire demeure inadéquat et peu efficace. C'est le cas des engagements de remboursement de dette pour lesquels le pays se retrouve en arrières de paiement non pas par manque de ressources mais par manque de planification claire de ces dépenses. Des efforts sont encore attendus pour une meilleure transparence dans la planification et l'exécution budgétaire.

On relève toutefois la mise en œuvre de certaines mesures de coordination pour suivre et contrôler les dépenses d'investissement principalement liées aux projets d'infrastructures. A ce titre un comité de certification est mis en place afin de contrôler les dépenses d'investissement et de les rééchelonner pour les mettre en conformité avec les exigences budgétaires et les prévisions macroéconomiques.

Les objectifs en matière de dépenses, outre la diminution des investissements publics, incluent une meilleure efficacité de l'action gouvernementale, principalement notamment dans les dépenses courantes et dans les dépenses sociales.

Les autorités sont déterminées à prendre des mesures supplémentaires notamment dans le cadre de leur programme avec le FMI pour surmonter les difficultés qu'elles rencontrent dans les domaines de la gouvernance macroéconomique et de la corruption. Selon le FMI, la pandémie de COVID-19 et les explosions de Bata ont causé un préjudice considérable à l'économie de la Guinée équatoriale : elles ont accru les besoins de financement extérieur de 625 millions de dollars (5 % du PIB) en 2021-22 selon les projections. Les autorités ont opportunément relevé le niveau des dépenses de santé de première ligne, notamment en achetant un nombre important de doses de vaccin, et ont fourni des aides sociales aux ménages durement touchés par la pandémie et les explosions de Bata.

Afin de s'adapter aux aléas de la chute du pétrole, les autorités ont adopté un projet de loi de finance rectificative en juin 2016. Pour la 3^{ème} année consécutive, la RGE utilise donc l'outil du collectif budgétaire. Cependant, la réalisation des objectifs de ce budget révisé semble difficile, en raison de précédents liés à des dépenses plus fortes que prévues, qui s'expliquent en partie par la faiblesse de la qualité de la gestion des finances publiques. Dans sa revue au titre de l'article IV de juillet 2016, le FMI invite à la prudence en matière de revenus hors pétrole, ainsi qu'à regard des objectifs des autorités de diminuer les frais de fonctionnement.

Par ailleurs, les changements d'affectation budgétaire sont assez courants en RGE. Il est constaté également qu'une grande partie des dépenses et des recettes est opérée en dehors du cadre budgétaire.

13.b. Effective financial management systems

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

La gestion des finances publique de la RGE est régi par la loi organique en date du 11 novembre 2003 (Ley nº 9/2003, Reguladora de las Finanzas Públicas, de fecha 13 de noviembre). Cependant dans une volonté de promouvoir d'une part une gestion moderne, efficace et transparente des finances publiques qui sera conforme aux normes internationales et aux meilleures pratiques et, d'autre part, d'harmonisation avec les Etats membres de la CEMAC, la RGE a transmis et obtenu l'avis de conformité de la Commission de la CEMAC sur les textes portant sur la transposition dans la législation nationale des cinq directives ci-après sur le cadre harmonisé de Gestion des Finances Publiques (GFP) de la CEMAC : directives relatives, aux Lois de Finances, au Règlement Général de la Comptabilité Publique, à la Nomenclature Budgétaire de l'Etat, au Plan Comptable de l'Etat et au Tableau des Opérations Financières de l'Etat. Cependant, le texte portant sur le code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques qui définit les principes et règles d'application de ces cinq directives n'est pas encore soumis à l'examen de la Commission de la CEMAC.

En Guinée équatoriale, le système actuel de GFP est particulièrement faible ce qui retarde considérablement la transposition des directives de la CEMAC. Des actions préalables sont nécessaires afin d'améliorer le système et renforcer les capacités dans le domaine de la comptabilité budgétaire et générale. En outre, le gouvernement a récemment adopté certaines mesures telles que la création de la direction générale de la comptabilité et du comité d'intégration des directives de la CEMAC visant à accélérer le processus de modernisation des finances publiques et d'amélioration de la performance des politiques publiques.

La planification et la gestion de la trésorerie sont compromises par des prévisions inexactes des flux financiers, l'utilisation de comptes bancaires commerciaux à des conditions défavorables et des déficiences du système de gestion de l'information. Bien que la trésorerie cherche à mettre en œuvre des mesures visant à renforcer le suivi des paiements et avoir une meilleure visibilité sur la position de la trésorerie journalière, l'absence de compte unique du trésor (CUT) reste un frein à une gestion efficace et transparent de la trésorerie. En outre, une procédure de paiement spéciale permet au Président de la République d'exécuter des paiements sans que le Ministre des Finances en ait été préalablement informé. Les données fournies par le Trésor ne présentent pas les détails nécessaires pour un suivi adéquat de l'exécution du budget et des informations sur les engagements, et les données sur les paiements en attente ne sont pas exactes. Cette situation s'explique par l'utilisation d'un système d'information financière inadéquat qui est basé sur le tableur Excel. La clôture des comptes publics dans les banques commerciales, le transfert de ressources à la BEAC et l'adoption d'un compte unique de trésorerie pourraient permettre une meilleure gestion des dépenses à court terme.

Le contrôle interne des finances publiques est fragmenté, manque de règles uniformes et ne couvre pas les aspects essentiels de la gestion des finances publiques. De plus, l'absence de rapports et la faible qualification du personnel de contrôle nuisent à l'efficacité du système de contrôle. Le cadre juridique attribue des fonctions de contrôle interne à différentes unités, mais dans la pratique, la mise en œuvre est lourde et peut conduire à des actions redondantes. On relève l'absence de manuels et de guides pour décrire l'ensemble des procédures de contrôles et l'absence d'un système intégré pour une efficacité de la GFP. Le gouvernement a toutefois fait des efforts dans ce domaine et a adopté un décret qui stipule que toutes les dépenses doivent être examinées et approuvées par le contrôleur général du MFEP avant leur approbation. Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette mesure, la plupart des dépenses récurrentes n'étaient pas soumises à un contrôle ex ante par le MFEP. La vérification physique des travaux exécutés sur certaines grandes infrastructures est effectuée par des entreprises engagées par l'entité publique en charge de l'exécution du portefeuille d'infrastructures du gouvernement (GE-Proyectos), mais cette vérification reste très faible.

La faiblesse des mécanismes de contrôle des entreprises publiques et des entités autonomes pourrait aggraver les déficits budgétaires si l'Etat ne prend pas les mesures idoines pour mieux maîtriser les risques fiduciaires inhérents à ces institutions. On note la faiblesse des capacités institutionnelles et en particulier l'insuffisance de personnel qualifié pour assurer une bonne gestion administrative et conduire les politiques publiques.

13.c. Timely and accurate fiscal reporting

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

La création de la direction générale de la comptabilité en conformité avec les dispositions figurants dans la loi organique du 11 novembre 2003, permettra d'améliorer le suivi de l'exécution budgétaire avec l'établissement dans les délais des rapports financiers. Les rapports sont cependant établis à travers Excel ce qui compromet la fiabilité des données. On relève des difficultés à produire et collecter les données statistiques nécessaires à la prise de décision en matière de gestion des finances publiques.

La nouvelle constitution de la RGE, promulguée le 16 février 2012, prévoit dans son article 115, la création de la Cour des Comptes. Toutefois, à ce jour, les textes d'application ne sont toujours pas disponibles, d'où l'inexistence de la Cour des Comptes, et des limites et faiblesses dans les processus de vérification et contrôle a posteriori de la dépense publique. De plus, l'examen régulier de la loi de finances annuelle et des rapports de vérification externe par le pouvoir législatif n'est pas satisfaisant.

On note une certaine évolution depuis 2015 dans la mesure où l'Ima RGE a adhéré aux normes comptables internationales du secteur public du FMI (International Public Sector Accounting Standards) ou des normes nationales équivalentes pour l'établissement de la comptabilité publique). Mais, le Trésor essaie de mettre en place le système ERP SAGE X3, non encore opérationnel pour des questions de paramétrage, mais qui est plus adapté à un système de comptabilité privée. Il n'existe pas des rapports trimestriels ou semestriels sur l'exécution budgétaire.

En parallèle, les autorités sont déterminées à transposer les directives CEMAC en matière de finances publiques. Depuis 2016, un comité national de transposition est chargé de suivre la transposition des directives CEMAC sur les finances publiques, la nomenclature budgétaire et comptable. Les textes ont été traduits en espagnol. Un groupe de travail local a été créé en lien avec la Banque africaine de Développement. Ce groupe de travail a du retard par rapport au calendrier initial. Il est donc prévu une nouvelle coopération avec la commission nationale de la CEMAC et la BAD.

L'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF) a été créée en 2013, avec comme mission de transmettre à la justice toute information liée aux fraudes financières. Elle a mis en place son organisation interne, et a effectué des campagnes de sensibilisation auprès des administrations et du secteur privé. De 2013 à juillet 2016, elle a traité 14 cas, en majorité en lien avec les banques commerciales. L'ANIF annonce qu'elle manque de caractère opérationnel

13.d. Clear and balanced assignment of expenditures and revenues to each level of government

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

Recettes :

Les finances publiques ont retrouvé un certain équilibre après avoir enregistré des déficits jusqu'à 15 % du PIB suite à la crise des matières premières de 2014, mais au prix d'un ajustement drastique sur les dépenses, notamment d'investissement. En 2022, le solde budgétaire a enregistré un excédent de 4,8% du PIB, comparativement à un excédent de 2,6% en 2021 et un déficit de 1,7% du PIB en 2020. Cette amélioration du solde budgétaire vient d'une augmentation des recettes publiques (35,2%) plus importante que celle des dépenses publiques (26,3%). La situation budgétaire demeure toutefois fragile, car 81,4% des recettes proviennent des ressources pétrolières. Le taux de pression fiscale est passé de 20% en 2018 à 17,2% du PIB en 2022 et à peine juste au niveau de la norme communautaire de la CEMAC (au moins 17%). Cette baisse de la pression fiscale s'explique essentiellement par la contre-performance du secteur des hydrocarbures qui constitue la base essentielle des recettes publiques (86%

recettes en 2013-2014 et 79% en 2019). Pour ramener le taux à 20% et au-delà il faudrait entre autres, élargir la base taxable et réduire les exonérations fiscales. Le Gouvernement a déjà amendé en 2019 la loi d'amnistie fiscale en vue de la réduction des exonérations. Selon le FMI, en 2022, les recettes totales étaient estimées à 18,6% du PIB en 2019 dont 14,8% constituent des recettes hydrocarbures (79% des recettes totales) et 3,8% du PIB, représentant la part de recettes hors hydrocarbures (21% des recettes totales), qui par ailleurs, reste stable par rapport à 2019.

Compte tenu de la baisse continue de la production pétrolière, la part de recettes provenant des hydrocarbures poursuivra son déclin pour atteindre 13,2% du PIB en 2025 (FMI 2022) ; dans l'absence de découvertes ou d'exploitation de nouveaux puits de pétrole ou de gisements de gaz naturel. Il est par conséquent urgent de poursuivre la promotion de la diversification de l'économie afin d'améliorer le niveau général des recettes publiques.

Dépenses :

Depuis 2019, le niveau des dépenses publiques est aligné à celui des recettes. En 2022 on note augmentation des recettes publiques (35,2%) plus importante que celle des dépenses publiques (26,3%). Les dépenses d'investissement sont toujours principalement financées sur ressources propres du Gouvernement (environ 67 % des dépenses totales d'investissements).

L'affaiblissement de la production pétrolière rend nécessaire la diversification de l'économie. La première phase du plan « Horizon 2020 », lancé en 2008, a permis la mise en place d'infrastructures dans les secteurs du transport, des télécommunications, ainsi que de l'hôtellerie. Mis à jour depuis 2018, ce plan met dorénavant l'accent sur le développement de l'agriculture, de la pêche, du tourisme et des nouvelles technologies. En juillet 2020, la Guinée équatoriale a lancé son Plan national d'investissement REDD+ dans le cadre de son Plan national pour le développement durable 2020-2035. Ce dernier réoriente le modèle de développement du pays vers une voie conciliant économie et conservation des ressources naturelles. Il vise la préservation des forêts, l'action pour le climat et la diversification économique, et inclut des projets portant sur l'agriculture, l'exploitation minière et l'amélioration de la gouvernance.

Les autorités ont mis en place une stratégie visant à combattre la corruption et accroître la transparence avec le loi.Vote par le parlement en avril 2021 d'une loi anti-corruption. Les autorités continuent de renforcer les mécanismes de contrôle des dépenses publiques, notamment par le renforcement des audits internes et externes. Les progrès en matière de transparence incluent entre autres en dehors de la loi anti-corruption la publication en 2022 sur le site du ministère des Finances, des audits de GEPetrol et de Sonagas, les sociétés publiques en charge du Pétrole et du Gaz ; la publication en avril 2022 sur le site du Ministère des Finances d'une liste d'actifs à privatiser et une liste de ceux qui feront l'objet d'autres formes de gestion privée

14. Efficiency of Revenue Mobilization

Score du critère: 3

14.a. Tax policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Le système fiscal de la RGE est régi par la loi 4/2004 du 28 Octobre 2004 portant organisation du régime fiscal qui a introduit un nouveau Code général des impôts en remplacement du décret-loi n° 01-1986 du 10 février 1986. Entré en vigueur en janvier 2005, le nouveau code prend en compte les modifications intervenues au niveau régional, dans le cadre des directives fiscales de la CEMAC relatives à l'impôt sur les sociétés, à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à la taxe sur la valeur ajoutée. Les entreprises sont redevables de l'impôt sur leurs résultats d'exploitation. Pour celles d'entre elles qui ne sont pas constituées en société, le droit commun les enjoint d'acquitter une contribution fiscale minimale correspondant à 1 % du chiffre d'affaires, à laquelle s'ajoute le paiement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. S'agissant des entreprises équato-guinéennes, quel que soit leur statut juridique— société anonyme, société à responsabilité limitée, coopérative, établissement public ou société civile à vocation commerciale — les sociétés de personnes ayant opté pour cette modalité d'imposition se voient appliquer le taux d'imposition de 35 %, contre 25 % dans le dispositif fiscal antérieur.

Le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est de 15 %, tandis qu'un taux réduit à 6 % est appliqué à un certain nombre de produits de base, dont les produits pétroliers. En ce qui concerne les impôts indirects, le tarif extérieur de la CEMAC s'applique. On distingue quatre catégories de marchandises auxquelles sont appliqués des droits de douane distincts: les biens de première nécessité (5 %) ; les matières premières et biens d'équipement (10 %) ; les biens intermédiaires et divers (20 %) ; et les biens de consommation courante (30 %). Le nouveau Code des impôts a instauré le rehaussement du taux de l'impôt sur les sociétés à 35 %, alors qu'il n'était que de 25 %.

En RGE, les impôts reposent sur les personnes morales, le secteur pétrolier, un régime particulier pour les investissements et les personnes physiques. La fiscalité pétrolière a un régime fiscal spécifique qui touche le secteur dont l'activité est directement liée à l'exploration, la production et l'exploitation des hydrocarbures. Les sociétés exerçant une activité dans le secteur pétrolier sont redevables d'un impôt payé selon le principe de retenue à la source opérée par les contractants pétroliers ou leurs sous-traitants. Le taux de retenue à la source frappe le revenu brut acquis en Guinée équatoriale pour la fourniture de services dans le secteur pétrolier. Le taux atteint désormais 10% pour les non-résidents, 6,25% pour les résidents et 5% sur les services de mobilisation, démobilisation et de transport sur le territoire national. L'entrée en application de la nouvelle loi sur la fiscalité douanière et l'instauration progressive de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en remplacement de l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires n'ont pas donné les effets escomptés sur le total des recettes.

Cependant, la mobilisation de ressources budgétaires est contrainte par des faiblesses structurelles majeures, notamment un cadre légal et réglementaire (le code des impôts date de 2004), des exonérations inappropriées, et des taux d'imposition non efficaces. Un nouveau code des impôts est en

cours d'élaboration et devrait corriger les faiblesses du code précédent . Dans ce contexte, le paiement des taxes est considéré par les contribuables comme un processus encombrant, couteux, et long tel qu'attesté par le classement de la Guinée Equatoriale dans le rapport Doing Business 2020. En effet, la Guinée Equatoriale est classée au 179ième rang sur 190 pays et un score de 41,5 qui ne s'améliore pas depuis des années Selon l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International la Guinée Equatoriale est classée à la 171ème place en 2022 sur 180 pays avec une note de 17 sur 100, une performance inchangée par rapport à 2017 mais traduisant néanmoins un gain de trois places par rapport à 2020 (174ème avec un score de 16 /100) et un gain de deux places par rapport à 2019 (173ème place avec une note de 16 /100). D'après le rapport Mo Ibrahim pour la gouvernance, le pays connaît un déclin se classant à la 51ème place sur 54 pays avec un score de 27,3 sur 100 en 2022 contre la 46 ème place en 2017 avec un score de 36 sur 100. Cependant son score de 2022 représente une amélioration de 1,2 par rapport au trend 2012-2021.

Le taux de pression fiscale est estimé à 17,2% du PIB en 2022 à peine juste au niveau de la norme communautaire de la CEMAC (au moins 17%), en baisse continue de son niveau de 2015 (26,5%) et 2019 (18,6%) . Cette baisse de la pression fiscale s'explique essentiellement par la contre-performance du secteur des hydrocarbures qui constitue la base essentielle des recettes publiques (86% recettes en 2013-2014 et 79% en 2019). Pour ramener le taux à 20% et au-delà il faudrait entre autres, élargir la base taxable et réduire les exonérations fiscales. Le Gouvernement a déjà amendé en 2019 la loi d'amnistie fiscale en vue de la réduction des exonérations. Les revenus liés à la production de gaz et de pétrole constituent l'essentiel des revenus. .

Avant l'avènement de la pandémie de la COVID-19, les autorités avaient adopté de mesures de réforme de politique et d'administration fiscales pour améliorer la mobilisation des recettes budgétaires hors hydrocarbures. Il était estimé que les mesures adoptées augmenteraient les recettes hors hydrocarbures de 3,6% du PIB hors hydrocarbures pendant la période du programme soutenu par le FMI (2019-2021). Les mesures de politique fiscale concernaient l'adoption des droits d'accise sur des boissons, du tabac et des véhicules importés et l'abrogation des dispositions de la loi d'amnistie de 2017

Afin d'augmenter le recouvrement, le gouvernement équato-guinéen a approuvé la loi n°1/2020, en date du 7 juillet, qui institue des mesures spéciales d'incitation fiscale, par lesquelles une "grâce fiscale" est accordée aux contribuables qui n'ont pas effectivement contribué aux éléments fiscaux suivants : impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée, impôt sur le revenu des personnes physiques et frais d'enregistrement sur les propriétés rurales et urbaines. La loi a proposé l'extinction de la dette fiscale et annulation de 20 % de la dette au titre de l'impôt sur les sociétés, de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques entre 2015 et 2019

; La Loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption en République de Guinée équatoriale, a été approuvée par le Parlement national le 28 avril 2021 et promulguée par le chef de l'État le 10 mai 2021

14.b. Tax administration

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0

Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

Les réformes incluent la création de l'unité des grands contribuables, et l'introduction de l'identifiant fiscal unique. Avec l'appui de la BAD, les autorités achèvent également la mise en place du Système Douanier Informatisé (SYDONIA) permettant une meilleure connexion entre impôts et douanes. Les autorités continuent également leurs efforts en matière d'exonération fiscale. Il est prévu, dès 2018, de calculer systématiquement la dette fiscale, pour affiner l'analyse coût – opportunité de l'octroi des facilités fiscales. D'autres mesures, avec une assistance technique du FMI, incluent l'informatisation des administrations fiscales, la mise à niveau du personnel, la simplification des procédures et la mise en place d'un guichet unique.

La perception des impôts est confiée à la Direction Générale des Impôts et des Contributions qui sont responsables de la collecte des impôts hors recouvrement; la Direction Générale de Recouvrement traite la perception des impôts pour obtenir le recouvrement des impôts dus, prenant donc le relais de la DGIC, en fonction de la phase dans laquelle ils se trouvent. Ces directions bénéficient du soutien du Bureau de la politique fiscale. Les deux DG sont encadrés par le Ministère des Finances et du Budget. La Direction Générale des Impôts et Contributions s'occupent de la perception des impôts dans le cadre du paiement volontaire, hors recouvrement. Elle est organisée en trois sections: Rente, l'inspection, Statistiques et Comptabilité Interne. En général, l'administration des impôts est en cours d'organisation, elle est déjà restructurée mais des progrès sont à faire pour améliorer l'efficacité.

Afin de maximiser les recettes hors hydrocarbures, dans un contexte de récession, des mesures ont été prises en 2019 dans le cadre du programme des réformes soutenu par le FMI contre la fraude fiscale, en faveur de l'élargissement de l'assiette, l'élimination de nombreuses exonérations douanières et de revenus exceptionnels liés à la vente de biens de l'État, notamment immobiliers, l'augmentation de la retenue à la source pour les entrepreneurs étrangers non-résidents, et l'introduction d'une taxe sur séjour hôtelier. De plus, une nouvelle législation sur la taxe d'accise est en cours d'adoption.

Les actions de réforme récentes incluent le renforcement de l'unités grands contribuables, la rationalisation des exonérations, la lutte contre l'évasion fiscale, la mise en œuvre de complète de la plate-forme SYDONIA à tous les postes de douane du pays, à commencer par les régions de l'île de Bioko et de Bata en 2020. En plus, la GE envisage de devenir membre de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et devrait présenter une demande d'adhésion début 2020. L'adhésion à l'OMD aiderait à se conformer systématiquement aux meilleures pratiques internationales en matière de règles douanières et les dernières propositions internationales de l'organisation douanière et, en fin de compte, renforcer la capacité et la gouvernance des douanes. Par ailleurs, les autorités ont prévu également de renforcer l'administration du régime fiscal des hydrocarbures (y compris l'efficacité des contrôles fiscaux dans le secteur), ce qui pourrait contribuer à améliorer les revenus d'hydrocarbures par rapport aux projections initiales. Ce sont ces mesures de réformes de l'administration fiscale combinées à celles de politique fiscale qui devrait accroître le niveau de recettes budgétaires de 3,6% sur les trois prochaines exercices. Cependant, la crise de la pandémie COVID-19 est susceptible de réduire sensiblement cette ambition à la baisse.

La loi anti-corruption approuvée par le gouvernement en avril 2021 vise à a) établir des normes de conduite pour toutes les personnes soumises à la réglementation b) la création d'un régime de déclaration de patrimoine et d'intérêts c) La création de la Commission nationale de prévention et de lutte contre la corruption et d) la reconnaissance des droits des plaignants dans le cadre de l'Administration générale de l'État.

15. Quality of Public Administration

Score du critère: 1.833

15.a. Policy coordination and responsiveness

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

Le gouvernement de la RGE a lancé son Plan de Développement Economique et Social (PNDES) à long terme, et sa Vision 203520, pour lutter contre la pauvreté avec objectif de devenir une économie émergente et diversifié, améliorant la qualité de vie de la population, en 2020, mais la mise en œuvre de ce plan accuse du retard.

Le Ministère de Finances et du Budget la Planification, des Investissements, a la responsabilité de formuler la politique de développement du pays et d'en suivre son exécution. Cette tâche est d'autant plus importante en raison des très nombreux projets en cours, de son poids budgétaire et de la nécessité de renforcer la sélectivité au regard des contraintes économiques futures. De grands efforts vont devoir être déployés pour rationaliser ces investissements, assurer les complémentarités, gérer les flux financiers, et arbitrer entre les multiples demandes de financements de projets des ministères sectoriels. De plus, ce Ministère devra communiquer beaucoup plus sur ce PNDES/vision 2035, pour se placer au centre du pilotage de l'économie. Cependant, les capacités humaines et institutionnelles de ce Ministère sont faibles, notamment en matière de préparation, sélection et suivi des investissements.

Au sein du gouvernement, il existe peu de planification ou d'appropriation du PNDES. Des informations quantitatives concernant sa mise en œuvre et l'évaluation de son impact sur la pauvreté ou autres objectifs sont très limitées par le manque de données socio-économiques fiables.

En 2008, le gouvernement avait établi le cadre institutionnel de mise en œuvre de PNDES (y compris le Conseil National, présidé par le Président et la Commission nationale de suivi et d'évaluation présidée par le premier ministre) et l'Agence 2020 pour mettre en œuvre et évaluer à la fois le PNDES et le programme d'investissement public (PIP). Toutefois, aucune évaluation formelle au sujet de la mise en œuvre de projets d'investissements publics n'a été publiée.

L'ambitieux programme de développement des investissements publics a mené à des tensions de trésorerie dans un contexte de diminution des ressources budgétaires. La coordination entre planification et financement est donc d'autant plus cruciale. Le manque d'informations statistiques fiables sur les indicateurs économiques et sociaux rend très difficile les décisions du Gouvernement pour mener convenablement une politique efficace de développement.

En outre, la pandémie de COVID-19 et les explosions de Bata ont davantage compliqué la mise en œuvre des réformes. Il est essentiel de remédier à des difficultés de longue date en matière de planification, coordination, gouvernance macroéconomique et de transparence et corruption pour garantir une croissance inclusive. Les autorités ont déjà pris quatre mesures préalables. Elles ont adopté une loi anticorruption, conformément à leurs obligations en tant que signataires de la convention des Nations Unies contre la corruption. Elles ont également fait procéder à des audits des dépenses liées à la pandémie et à la situation d'urgence occasionnée par les explosions de Bata, ont ouvert deux comptes-séquestres auprès de la BEAC pour les dépenses d'urgence, et se sont engagées à adopter de bonnes pratiques en matière de marchés publics. Il est essentiel de continuer de mettre en œuvre ces mesures pour que les dépenses liées au programme de développement des investissements publics portent leurs fruits.

Le rapport BTI 2022 (<https://bti-project.org/en/reports/country-dashboard/GNQ>) souligne l'existence d'un style de coordination politique hautement centralisé, mais qui permet des redondances et des chevauchements qui provoquent des frictions et une concurrence qui sont, autrement réglé tranquillement soit par le Conseil des ministres, soit par le Président personnellement

15.b. Service delivery and operational efficiency

Type de score	Valeur
Score de brouillon	1.5
Score révisé	1.5
Score de deuxième brouillon	1.5
Score final	1.5

Notes du pays:

La gestion de la performance dans l'administration publique pourrait être améliorée.

En effet, le recrutement ne suit pas un processus ouvert de sélection et la division du travail au sein des administrations, et souvent au sein des Ministères, pourrait être précisée. Il en ressort de longs délais et goulets d'étranglement dans la fonction publique. L'environnement général de la gestion du secteur public est caractérisé par un accès limité à l'information, des opportunités d'amélioration de la gouvernance ainsi que par la faiblesse des procédures en matière de gestion des finances publiques.

Les moyens existent en ce qui concerne les bâtiments. Les administrations publiques bénéficient souvent de bâtiment neufs et équipés, et souvent de taille dis-proportionnée en rapport avec la taille de la population du pays. Cependant, la rareté se situe dans la formation et la compétence du personnel.

L'accès de la population aux services est déficient, bien que la Guinée équatoriale ait un revenu par habitant élevé par rapport aux autres pays du continent. De nombreux indicateurs vont dans ce sens. L'espérance de vie en Guinée équatoriale n'est que de 58 ans (2019). La mortalité maternelle est élevée (301 décès pour 100 000 naissances, estimés en 2017), indiquant un faible accès des femmes en âge reproductif n'ont pas d'accès de procréer aux services de santé. L'accès à la santé reproductive est extrêmement faible, on estime que seulement 12% des femmes en âge reproductif utilisent une méthode contraceptive. Le taux d'utilisation des contraceptifs est un indicateur des services de santé, du développement et de l'autonomisation des femmes. On estime que seulement 40% de la population du pays a accès aux ressources d'eau améliorées, et seulement 66% ont accès à l'électricité. L'accès à internet et aux écosystèmes numériques exclue à une partie très importante de la population et a souvent une qualité faible. Ces indicateurs indiquent le besoin urgent d'améliorer la prestation de services aux citoyens.

15.c. Merit and ethics

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

La République de Guinée Equatoriale (RGE) recrute et régit ses employés de la fonction publique suivant la réglementation de la loi dite des fonctionnaires de l'Etat, qui définit la carrière des fonctionnaires, ceux-ci sont recrutés officiellement sur base de la compétition. Cependant les tests d'entrée ne sont pas spécifiques aux postes vacants et ne se réfèrent pas non plus à des organismes professionnels spécifiques mais évaluent plutôt les compétences générales.

Un audit de la fonction publique réalisé en 2020 a relevé d'importantes irrégularités, notamment l'existence de fonctionnaires en activité qui dans la pratique étaient disparus, des fonctionnaires qui

avaient dépassé l'âge de la retraite depuis des années et autres. Des nominations sans offre publique préalable ont été constatées dans l'administration centrale, une pratique interdite en 2020 à l'initiative du ministère de la Fonction publique pour avoir provoqué des irrégularités et "un certain népotisme", selon le ministre de la Fonction publique.

À la suite de l'audit réalisé le 4 août 2021, le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a reçu le feu vert pour lancer la plus grande offre publique d'emploi en Guinée équatoriale. Il s'agit d'un concours d'opposition auquel les diplômés équato-guinéens de différentes universités ont participé pour postuler aux 4 000 places disponibles dans l'administration centrale de l'État.

L'audit a confirmé de graves lacunes dans la méritocratie et le fonctionnement de la fonction publique, et ces premières mesures de réponse doivent être consolidées dans une stratégie durable pour améliorer la méritocratie, l'efficacité et la crédibilité de l'administration publique.

Conscient de la capacité limitée dans la fonction publique et dans le pays en général, le gouvernement vise à attirer du personnel hautement qualifié vers l'administration publique, il a ainsi pris la décision de faire la sélection de ceux qui sont les plus compétents sur base des mérites.

La promotion des fonctionnaires dépend de l'ancienneté, de la qualification et du mérite, mais dans la pratique, les promotions à des postes supérieurs au niveau du cabinet sont souvent basées sur les appartenances soit politique, ethnique ou régionale. En général, ces appartenances quelles qu'elles soient, fragilisent le bon fonctionnement du secteur public en République de Guinée Equatoriale.

Il est à noter cependant que le pays s'emploie à attirer les citoyens de la RGE ayant évolué à l'étranger avec une formation et disposant d'une formation de qualité. Des facilités existent pour accueillir la diaspora de cette catégorie.

15.d. Pay adequacy and management of the wage bill

Aucune donnée de score disponible pour ce sous-critère.

16. Transparency, Accountability, and Corruption in the Public Sector

Score du critère: 1.833

16.a. Accountability of the executive to oversight institutions

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0

Score final	2.0
-------------	-----

Notes du pays:

L'environnement général de la gouvernance du secteur public est caractérisé par : (i) un accès limité à l'information ; (ii) la faible efficacité des procédures en matière de marchés publics et contrôle et de supervision des finances publiques ; et (iii) la faiblesse des moyens et systèmes institutionnels, en particulier l'insuffisance de personnel qualifié pour assurer une bonne gestion administrative courante et conduire les politiques de réformes. Toutefois, il convient de noter les efforts incontestables que déploient les autorités pour améliorer les systèmes et attirer des talents en RGE, notamment auprès de la génération de la diaspora. Cette faiblesse persistante des institutions publiques constitue un facteur de risque pour un fonctionnement efficace.

En effet, les indicateurs de la gouvernance se détériorent depuis 2010. La RGE est classé 51ème sur 54 pays avec un score de 28,7/100 sur l'Ibrahim Index of African Governance (IIAG) de 2020. Le pays a le score le plus bas en ce qui concerne la rubrique « Participation, droits, et inclusion » soit 17,0/100. Seule la rubrique « Développement humain » affiche un score relativement élevé soit 43,7/100. Selon Transparency International, la question de la corruption reste aussi préoccupante. La RGE se place 174ème sur 180 pays avec un score de 16/100 en 2020 sur l'Indice de Perception de la Corruption (IPC). L'IPC ne s'améliore pas depuis 2017.

C'est dans ce cadre qu'a été approuvée la loi anti-corruption numéro 1/2021 en mai 2021, qui vise la bonne gestion des fonds publics, la création du régime de déclaration du patrimoine et des intérêts, la création d'une Commission nationale de prévention et de lutte contre Corruption et la reconnaissance des droits du plaignant dans le cadre de l'Administration générale de l'État, dans un contexte de protection intégrale des garanties. Le vote de cette loi a permis de conduire à la création de la commission anti-corruption. C'est cette commission qui devrait recevoir les déclarations de patrimoines des hautes fonctionnaires et des officiels. Il y a de même la cours des comptes dont la mission est de juger les comptes de l'Etat. Il faudrait cependant signaler que ces institutions ne sont pas encore opérationnelles. cependant ces institu

Pour renforcer les institutions publiques, le gouvernement a, dans le cadre du programme appuyé par le FMI depuis mai 2018, pris des mesures importantes de consolidation budgétaire et d'amélioration du climat des affaires. La Guinée équatoriale a notamment ratifié la convention des Nations unies contre la corruption, commandé un audit des comptes des sociétés pétrolières d'État et des arriérés de paiement intérieurs, et posé sa candidature à l'initiative de transparence des industries extractives (ITIE). L'objectif central poursuivi par les autorités est d'amorcer une relance durable et inclusive de l'activité économique, à travers notamment la diversification de l'économie, le renforcement du secteur bancaire, le développement des dépenses sociales, ainsi que l'amélioration de la transparence et de la gouvernance publiques

16.b. Access of civil society to information on public affairs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	1.5

Score révisé	1.5
Score de deuxième brouillon	1.5
Score final	1.5

Notes du pays:

L'accès à l'information est limité en RGE. On note notamment la persistance d'une faible connexion à l'internet, qui reste de mauvaise qualité et extrêmement chère pour les utilisateurs, et une régression au niveau de la qualité des infrastructures de communication téléphonique. Ainsi, le 3G est devenu 2G en 2015 et les réseaux sociaux tels que facebook sont souvent bloqués.

L'indice de la Freedom House (freedom of the press) classe la RGE dans la catégorie des pays où la presse n'est pas libre. Reporter Sans Frontière, dans son Press Freedom Index de 2021, classe la RGE au rang de 164/180 avec un score de 55,67/100.

Historiquement, le pays a été marqué par une faible démocratisation, limitant ainsi l'espace pour l'émergence d'une société civile dynamique et indépendante. Malgré ces défis, des organisations non gouvernementales (ONG) et des groupes de défense des droits de l'homme ont continué à œuvrer pour la promotion de la justice sociale, des droits humains et de la bonne gouvernance

Selon le rapport d'Amnestia International 2020/2021, la répression contre les défenseurs des droits humains s'est poursuivie et des obstacles administratifs ont empêché l'enregistrement légal des ONG. Le droit à un procès équitable a été violé à plusieurs reprises. La police a fait un usage excessif de la force et le droit à la liberté d'expression, y compris l'accès à l'information, a été violé dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les autorités ont violé le droit à la liberté d'expression, y compris l'accès à l'information, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. En mai, le gouvernement a cessé de publier les nombres de cas COVID-19, affirmant que ses détracteurs avaient utilisé ces informations pour discréditer son travail de santé publique.

Selon le rapport 2019 de l'enquête budget ouvert, le pays est classé 109ème sur 117 pays avec un score de 5 sur 100. L'accès à l'information demeure extrêmement limité, comme évoqué. Les rapports des structures étatiques sont soit rarement accessibles au public soit publiés en retard. Ces situations indiquent d'importantes causes de préoccupation d'accès à l'information, et l'accès de la société civile et d'une diversité d'acteurs, malgré des avancés modérés dans le passé, comme l'amnistie générale aux opposants en exil accordé par le président en 2014

16.c. State captured by narrow vested interests

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0

Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

Les autorités sont conscientes des défis de la gouvernance en RGE. Afin d'améliorer les conditions de transparence et de contrôle dans le service public, elles ont négocié avec la Banque mondiale une assistance technique remboursable pour la production des comptes nationaux et l'organisation de la nouvelle agence statistique (INEGE). Des mesures ont également été prises pour restructurer et informatiser l'administration publique mais elles sont encore à être développées en grande partie. Ainsi, d

Des progrès formelles ont été notés en matière de transparence par l'approbation en 2012 de l'établissement d'une Cour des comptes, d'un bureau de l'ombudsman, et une brigade anti-corruption. La matérialisation de ses accords et prévisions de la loi est souvent lente et non linéaire; en 2021 la Cour de Comptes a été mise en place et une loi anti-corruption a été approuvée. Il va falloir opérationnaliser ces structures.

. Le Secrétariat a volonté du Le gouvernement a manifesté la volonté de réintégrer l'initiative ITIE à la suite de deux rejets en 2014 et 2017. Ainsi, en octobre 2019, les autorités ont soumis la candidature du pays pour réintégrer l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE). Le conseil d'administration de l'ITIE a rejeté le dossier après examen et a demandé au pays de prendre en compte les recommandations en vue d'une resoumission de candidature. Ces recommandations portent sur 1. (l'engagement de la société civile); 2 (la création et le fonctionnement du groupe multipartite); et 3 (l'adoption d'un plan de travail comportant des objectifs clairs pour la mise en œuvre de l'ITIE avec un calendrier aligné sur des délais clairs fixés de commun accord avec l'ITIE. L'adhésion à l'ITIE est une garantie de la bonne gouvernance des ressources minières.

(E) Infrastructure and Regional Integration

Score du cluster: 2.292

17. Infrastructure Development

Score du critère: 2.333

17.a. Sector strategy/policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5

Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

Notes du pays:

La Guinée Equatoriale aspire à rentrer dans le groupe des pays émergents, à savoir « les pays en développement qui constituent des pôles d'attraction des investissements, qui accélèrent leur croissance économique et qui s'intègrent avec succès dans l'économie mondiale grâce à leurs capacités d'exportation ». Ceci signifie devenir une économie compétitive, ce qui nécessite une transformation économique et sociale en profondeur et un renforcement des valeurs morales et éthiques. Avec les revenus engrangés dans le cadre de l'exploitation des hydrocarbures, la RGE a réalisé des investissements massifs dans les infrastructures socioéconomiques incluant les routes, les logements sociaux, les écoles, les hôpitaux et les bâtiments administratifs. Par exemple, le pays a réalisé 9 455 logements sociaux sur 13 années (2006-2019). Le pays continue un vaste programme d'investissement public dans le cadre du PNDES, qui vise à créer les conditions de l'émergence, grâce, entre autres, au développement d'infrastructures routières, énergiques, de logement et autres. Ce plan a été actualisé dans le cadre du PNDES (2020-2035) connu encore sous Agenda (20235)

La RGE dispose d'un important potentiel de ressources en eau. Malgré cette forte potentialité en ressources en eau, le taux d'accès national aux services d'approvisionnement en eau potable n'est que de 64,7%, avec des disparités importantes entre le milieu urbain (78%) et le milieu rural (31%).^[i] Concernant l'assainissement de base, le taux d'accès national est de 66,3%, avec une disparité moindre entre les zones urbaines (70%) et rurales (57%). L'accès à l'eau potable est gratuit. Les services d'assainissement collectif sont peu développés. Le seul réseau d'assainissement des eaux usées avec une station de traitement vient d'être réalisé à Malabo grâce à un projet financé par la Chine

[i] Rapport conjoint élaboré par l'UNICEF et l'OMS sur les progrès réalisés par les Etats en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement en 2020. <https://washdata.org/data/household#!/dashboard/new>

Dans le secteur des transports, la RGE s'est dotée d'un réseau moderne pour la croissance du secteur. Le pays a nettement amélioré ses installations portuaires et aéroportuaires afin de répondre aux exigences de plaque tournante pour le transport régional de marchandises et de passagers. Le réseau routier est constitué de 5 550 km de routes classées (nationales, provinciales et départementales), avec 3 200 km de routes revêtues soit un taux de bitumage de 58% environ et 2 350 km de routes en terre. Cependant la jonction entre les zones de production agricole et le renforcement des infrastructures routières avec les pays frontaliers demeure toujours un grand défi. Par contre la plupart de ces marches ont été des négociations directes. L'entretien routier (qui devrait faire l'objet d'une étude par la BAD en 2017) est assuré par les entreprises qui livrent la route sur une période de 10 ans. Ensuite, l'Etat opère ses entretiens sur la base de contrats avec différentes sociétés. Le financement de cet entretien semble lié au budget. Quelques péages (à des prix très faibles de 100 à 500 XAF) sont mis en place, mais il est clair que leur revenu ne peut couvrir l'entretien.

Le dossier étude sur l'entretien routier est en cours d'instruction à la BAD depuis le mois d'octobre 2016. La réalisation de l'étude se fera pendant le premier semestre de l'année 2017. Elle devra déboucher sur la mise en place d'un Fond Routier en RGE. Ce qui permettra de financer l'entretien routier en dehors du budget de l'Etat.

Les modalités de planification utilisées dans les dépenses d'investissement méritent d'être clarifiées. Le pilotage des grands projets d'investissements est opéré par une structure nationale d'exécution des projets appelée Ge-Proyectos, en collaboration avec différents Ministères, y compris avec le Ministère de l'Economie, Planification, Développement Economique et des Investissements. Cette tâche est d'autant plus importante en raison des projets en cours (estimés à 500), de son poids budgétaire et de la nécessité de renforcer la sélectivité au regard des contraintes économiques futures.

Pour se positionner en tant que centre régional de fourniture de transport et d'électricité, la Guinée Equatoriale a considérablement amélioré les services portuaires et aéroportuaires pour devenir un centre régional de transport de marchandises et de passagers. Le port de Malabo peut servir d'escale pour les navires d'Asie et d'Europe vers l'Afrique centrale et occidentale, puisque sa construction a été réalisée pour recevoir des navires de 16 mètres de tirant d'eau et d'une capacité de chargement de 10 000 conteneurs. Ces améliorations des infrastructures permettent au pays de profiter de sa situation stratégique favorable et d'accéder à un marché de plus de 130 millions de personnes. Dans le cadre du projet «Côte de l'Afrique vers l'Europe», initié par France Télécom-Orange qui permettra à 23 pays d'accéder à une connexion Internet haut débit, la Guinée équatoriale a récemment bénéficié de sa connexion avec le câble en fibre qui s'étend à le long de 17 000 kilomètres de la côte africaine. Le pays améliore également son environnement réglementaire. Le gouvernement a récemment sollicité le soutien de la Banque mondiale pour le processus de mise en œuvre du projet de création du guichet unique, qui garantira rapidité et simplification des procédures administratives d'ouverture et de création de nouvelles entreprises dans notre pays. Par ailleurs, le Gouvernement actuel de la République s'est engagé à renforcer le rôle régional de la Guinée équatoriale, en développant une politique économique volontariste pour l'attractivité du petit Etat.

17.b. Legal and regulatory frameworks for infrastructure

Type de score	Valeur
Score de brouillon	1.5
Score révisé	1.5
Score de deuxième brouillon	1.5
Score final	1.5

Notes du pays:

En tant que membre de la CEEAC, la RGE a déjà procédé à la restructuration de l'Environnement réglementaire dans le secteur des télécoms/TIC par Opérationnalisation des organes de régulation et la Création de l'ARTAC (Association des Régulateurs de l'Afrique Centrale). Au plan politique et

règlementaire, l'UIT, en partenariat avec l'Union Européenne, assiste les pays d'Afrique Subsaharienne dont la RGE dans l'harmonisation de leurs politiques et réglementations en matière de télécommunications/TIC à travers le Projet HIPSSA (Harmonization of ICT Policies in Sub Saharan Africa), la CEEAC et la CEMAC sont parties prenantes de ce projet. En perspectives, les pays de la sous-région incluant la RGE vont bénéficier une mise en œuvre de la première phase du projet CAB, et l'appui aux efforts de réforme du secteur télécoms/TIC, projet HIPSSA, renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

La Guinée Equatoriale dispose d'une réglementation très ancienne régissant les marchés publics. En effet, les marchés sont régis par un Décret en date du 23 avril 1965. Malgré les récents efforts de diversification, le modèle de développement du pays reste basé sur l'extraction et l'exportation des hydrocarbures et du gaz et s'est doté d'une réglementation spécifique en la matière : -Code minier : Ley No 9/2006, de fecha 3 de noviembre de Minas de la Republica de Guinea Ecuatorial. -Code des hydrocarbures : Ley No 8/2006, de fecha 3 de noviembre de Hidrocarburos de la Republica de Guinea Ecuatorial. A ce jour, les délégations de service public sont réglementées par le Décret de 1965 sur les marchés publics et avec cette réglementation en date de 1965, la République de Guinée Equatoriale a la réglementation la plus ancienne de la zone CEMAC. N'ayant fait l'objet d'aucunes évolutions depuis, on constate qu'il existe des décalages entre cette réglementation et celle des autres pays membres de la zone CEMAC. Le gouvernement de Guinée équatoriale a défini un Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2020-2035 qui participe à la vision stratégique de faire de la Guinée équatoriale une nation émergente à l'horizon 2035. Aucune réglementation n'existe en matière de délégation de service public et de partenariat public-privé. Il convient de noter qu'il existe de nombreuses limites à ce cadre réglementaire et juridique. Malgré le peu d'informations disponibles, différents entretiens avec opérateurs montrent que les autorisations de bâtir et / ou d'opérer sont souvent conditionnées par un processus politique et personnel que par un cadre réglementaire. Les règles du pays ne sont pas très contraignantes en matière de clause de sauvegarde environnementale, en raison de la forte volonté politique d'aller vite. Il n'existe pas de tradition de partenariat public –privé en RGE. Cependant, nombreux sont les secteurs de croissance pour lesquels la Guinée Equatoriale mise désormais sur cette forme nouvelle de "partenariat public-privé", afin d'accélérer le développement d'une économie concurrentielle et dynamique sur l'ensemble du territoire, pour la mise en œuvre de la 2ème phase du PNDES (2020-2035). Il n'existe pas de strategie du secteur de l'eau et de l'assainissement

17.c. Public resource management and accountability in the infrastructure sector

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

Notes du pays:

Il n'existe pas de Le code des marchés publics en RGE date de 1965 et par cosnequent a besoin d'etre modernise. ni de définition absolue quant à l'accès à l'information sur les chantiers d'infrastructures et les

modalités de participation. Cependant du fait de la présence de nombreuses sociétés internationales dans le secteur des constructions, il existe une mise en concurrence de facto pour la construction. La RGE est donc habituée à la construction d'infrastructures rapide et de bonne qualité.

La Guinée équatoriale est le plus grand producteur de pétrole de la zone CEMAC et le troisième de toute l'Afrique. Actuellement, les réserves prouvées s'élèvent à 1,7 billion de barils, ce qui équivaut à environ 10 ans de production au rythme actuel. En outre, il convient de noter que de nombreux domaines doivent encore être explorés en détail. Huit nouveaux contrats d'exploration ont récemment été signés, dont quatre à terre. À l'heure actuelle, la Guinée équatoriale s'est engagée à développer son plein potentiel dans le secteur pétrochimique, en travaillant avec le secteur privé pour créer une industrie nationale hautement développée et intégrée verticalement. Le fort investissement dans des infrastructures de qualité promu par la première phase du «Plan de développement 2020» a doté la Guinée équatoriale d'un réseau moderne pour la croissance de ce secteur. Le principal port du pays situé dans la capitale, Malabo, a été réaménagé pour étendre sa capacité, pouvant accueillir des navires avec un tirant d'eau jusqu'à 16 mètres. Les aéroports des principales villes, Malabo et Bata, ont également été réaménagés avec la construction de terminaux modernes. En outre, trois nouveaux aéroports ont été construits à Annobón, Mongomeyen et Corisco dans le but d'améliorer les communications et les transports avec le reste des villes. Un réseau moderne de routes et d'autoroutes a été construit sur tout le territoire national. Ce réseau, en plus de raccourcir les temps de trajet, a permis aux zones rurales peu accessibles d'échapper à l'isolement qu'elles ont vécu. Le ministère des Mines et des Hydrocarbures de Guinée équatoriale envisage d'attirer environ 1,1 milliard de dollars investissements directs étrangers (IDE) l'année 2022, afin d'accélérer la croissance du secteur pétrolier et gazier. C'est ce qui a été décidé lors de la récente évaluation portant sur l'établissement du plan budgétaire et des actions à mener pour l'année prochaine. Avec cette ressource financière, l'Etat équato-guinéen compte poursuivre les efforts liés à la construction de projets en amont, d'infrastructures clés et de projets en aval, notamment des raffineries modulaires. La Guinée équatoriale continue d'investir dans les infrastructures, mais de nombreux projets de construction sont affectés par la baisse des revenus pétroliers. Les troubles du travail sont en hausse, car les arriérés de salaire s'accumulent dans de nombreuses entreprises en raison de la réduction de l'activité industrielle et de l'impact de la pandémie de COVID-19 et des restrictions associées. La corruption est endémique au plus haut niveau, mais un nouveau programme du FMI vise à améliorer la transparence et la responsabilité par le biais d'un nouveau cadre de lutte contre la corruption, y compris les déclarations de patrimoine

18. Regional Integration

Score du critère: 2.25

18.a. Movement of persons and labor and right of establishment

Type de score	Valeur
Score de brouillon	1.5
Score révisé	1.5
Score de deuxième brouillon	1.5
Score final	1.5

Notes du pays:

La Guinée équatoriale est membre actif des deux principales communautés économiques régionales en Afrique centrale, à savoir la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Groupe de travail de l'accession de la Guinée équatoriale a été établi le 5 février 2008 mais il ne s'est pas encore réuni.

La puissance économique du pays sous l'ère des booms pétroliers précédents et sa position géographique charnière, en a fait un partenaire financier important de ces espaces économiques sous-régionaux. A travers l'intégration régionale, la RGE entend accroître la taille de son marché dans la perspective de la diversification économique et la transformation structurelle, et en particulier dans le cadre de sa participation à la zone de libre échanges continentale africaine (AfCFTA). Toutefois, en pratique la Guinée équatoriale est l'un des pays les moins intégrés de l'Afrique centrale et au-delà. Selon le classement de l'Indice d'ouverture de visa e Afrique[1], le pays a occupé la dernière place respectivement en 2018 et en 2019. Bien qu'elle ait signé le protocole de libre circulation des personnes de la CEEAC, aucun progrès significatif n'a été réalisé dans la mise en œuvre du protocole. La Guinée équatoriale a obtenu un score de 0,019, se classant 53e dans l'indice d'ouverture des visas 2022, ce qui reflète le régime de visa restrictif appliqué par la Guinée équatoriale. De plus, la Guinée équatoriale applique un système de permis de séjour restrictif pour les étrangers.. Cette situation s'explique par les restrictions imposées par la Guinée équatoriale en matière de visa et d'autorisations de séjour pour tous les voyageurs étrangers. L'application de l'Acte additionnel de la CEMAC, du 25 juin 2013, portant suppression du visa pour tous les ressortissants de cette zone circulant dans l'espace communautaire n'est pas effectif en Guinée équatoriale ainsi que le passeport biométrique communautaire.

Selon l'édition 2019 du Rapport sur l'indice de l'intégration régionale en Afrique[2], la Guinée équatoriale, avec un score global de 0.453 occupe la cinquième place à l'échelle de la CEEAC (0.442). La meilleure performance du pays en matière d'intégration régionale concerne l'intégration macroéconomique de par sa participation à la CEMAC et au programme des réformes économiques et financières (PREF) de la CEMAC. Les scores de la Guinée équatoriale demeurent faibles en matière d'intégration commerciale (0.372) ; d'intégration productive (0.322) ; d'intégration des infrastructures (0.373) et de liberté de mouvement des personnes (0.380). Le score global moyen de la CEEAC est de 0,442 contre une moyenne de 0,327 pour le continent, 0,425 pour la CEDEAO, ou 0,537 pour la CAE. Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des performances en matière d'intégration régionale des pays de la CEEAC.

Plus récemment, la Guinée équatoriale a été active au sein de la CEEAC dans le cadre, notamment, de l'application du Traité révisé de cette institution, adopté par les Chefs d'Etats et de Gouvernement en décembre 2019, qui consacre une réforme institutionnelle profonde. Le Traité révisé de la CEEAC qui est rentré en vigueur le 28 août 2020 a instauré un nouveau Gouvernement communautaire composé d'un Président de Commission, d'un Vice-président et 5 Commissaires. Mme TATCHOUOP BELOPE Francisca, ressortissante de la Guinée équatoriale a été nommée Vice-présidente lors de la XVII session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui s'est tenue le 30 juillet 2020. Cette nomination est un signal fort en faveur d'une plus grande participation de la Guinée équatoriale aux efforts d'intégration régionale en Afrique centrale.

Le pays demeure l'un des moins intégrés de l'Afrique centrale et sur le continent. Son classement en matière d'intégration générale[i] au sein de la CEEAC indique une performance moyenne (0,45). Son score le plus faible est enregistré au niveau de l'intégration productive (0,32) et de la libre circulation des

personnes (0,38) en raison des restrictions imposées en matière de visa et d'autorisations de séjour. Selon le classement de l'Indice d'ouverture de visa en Afrique, le pays est classé parmi les cinq derniers

En parallèle, la Guinée équatoriale cherche à se faire valoir comme un hub régional de transports et du commerce régional de l'Afrique centrale. Pour ce faire, elle a nettement amélioré ses installations portuaires et aéroportuaires en mesure de répondre aux exigences de plaque tournante pour le transport régional de marchandises et de passagers. Par ailleurs, les autorités évoquent avec prudence la signature d'un Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union européenne (UE), qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'emploi dans le pays, le transfert de technologie et la diversification.

Les principaux partenaires à l'exportation de la Guinée équatoriale sont l'Inde, la Chine, la Corée du Sud, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et les États-Unis. Les principaux partenaires d'importation sont les États-Unis, l'Espagne et la Chine. Le pays a maintenu un excédent commercial ces dernières années grâce à ses réserves de pétrole. Selon les dernières données de l'OMC, il a exporté pour 6,5 milliards de dollars de marchandises en 2018 et importé pour 2,2 milliards de dollars. Les importations ont représenté 43% du PIB en 2019 (en hausse de 3%), tandis que les exportations ont augmenté à 58% (en hausse de 1%), selon la dernière mise à jour de la Banque mondiale. Entre 2005 et 2018, la balance commerciale de la Guinée équatoriale a baissé de 70%, en passant

[1] L'objectif de l'indice d'ouverture des visas (VOI) est de conduire un programme continental de réformes de la politique des visas qui simplifie à terme les procédures de demande de visa, encourage la réciprocité positive entre les pays africains et favorise la mobilité des talents, le tourisme intra-régional, l'investissement et le commerce.

[2] La performance en matière d'intégration régionale des pays s'apprécie à la lumière des cinq critères de l'indice d'intégration régionale, à savoir : l'intégration productive, l'intégration commerciale, l'intégration macroéconomique, la connectivité des infrastructures ; et la libre circulation des personnes.

[i] Les pays à performance faible, moyenne et élevée sont classés sur la base d'un intervalle de confiance de 95 % à partir de la moyenne. Dans des conditions linéaires, un score inférieur à 0,333 est classé faible, un score se situant entre 0,334 et 0,667 est considéré comme moyen, et un score supérieur à 0,668 est jugé élevé.

18.b. Regional financial integration

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

Notes du pays:

En tant que membre de la CEMAC, la Guinée-Equatoriale est membre de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC), la Convention régissant l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) et les Statuts de la BEAC confèrent à l'Institut d'Emission commun les pouvoirs de formulation et de mise en œuvre de la politique monétaire dans le cadre général des dispositions de la Zone Franc. Le PIB réel a baissé de 4,1 % en 2019 après s'être contracté de 6,1 % en 2018 en raison de la baisse de l'activité du secteur pétrolier. Le taux d'inflation reste faible, à 1,4 % en 2019 contre 1,3 % en 2018, sous la norme de 3 % de la CEMAC.

A l'instar des autres pays de la CEMAC, la Guinée équatoriale a signé un programme avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre du PREF-CEMAC. En réponse au ralentissement économique dans la région dû principalement aux chocs sécuritaires et la faiblesse prolongée et substantielle des cours des principales matières premières qu'elle exporte, notamment le pétrole, les programmes de première génération des pays de la CEMAC ont visé principalement la restauration de la viabilité et la stabilité monétaire, à travers la conjugaison des politiques d'ajustement budgétaire et d'une politique monétaire appropriée. Outre ces deux objectifs, il s'agissait également de jeter les bases devant permettre à moyen terme d'accéder à une croissance économique saine, durable et inclusive. En Guinée-Équatoriale, le programme soutenu par le FMI visait à maintenir la stabilité macroéconomique et financière, tout en améliorant la protection sociale, en favorisant la diversification économique, en renforçant la gouvernance et en luttant contre la corruption. En effet, le programme s'est appuyé sur les efforts déployés ces dernières années par le pays pour réduire les déséquilibres macroéconomiques et relever les défis en matière de gouvernance.

A noter que dans le cadre du programme des réformes économiques et financières de la CEMAC et des négociations avec le Fonds monétaire international, l'allocation des DTS pour la CEMAC est de 1.062,8 Millions DTS qui seront logés à la BEAC qui les rétrocèdera aux pays en monnaie nationale (XAF). Pour cette rétrocession, une convention sera signée entre la BEAC et chaque Etat membre.

En 2018, les finances publiques se sont raffermies grâce à la mise en œuvre de la plupart des mesures de ce programme de référence signé avec le FMI. Des coupes drastiques ont été effectuées dans les dépenses publiques en capital (-20,6 %) et le recouvrement des recettes fiscales s'est amélioré, les recettes non pétrolières augmentant de 7,2 %. Le solde budgétaire, qui présentait un déficit de 2,6 % du PIB en 2017, est devenu excédentaire (0,5 % du PIB en 2018 et 1,3 % en 2019). Le déficit des transactions courantes est passé de 7,7 % du PIB en 2018 à 5,6 % en 2019, suite à la diminution des importations des biens d'équipement

En 2019, le secteur financier de la CEMAC a été marqué essentiellement par la fusion des marchés financiers de Douala et Libreville, renforçant ainsi l'intégration financière régionale. En effet, lors de sa session extraordinaire du 31 octobre 2017 à N'Djamena, la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC avait décidé d'unifier le marché financier régional. La mise en œuvre de cette décision a été confiée à la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) par l'Acte Additionnel n°06/17-CEMAC-COSUMAF-CCE-CE du 19 février 2018 portant unification du marché financier de la CEMAC, complété par la décision du Comité de pilotage du Programme de réformes économiques et financières (PREF) de la CEMAC du 27 février 2018. Depuis 2019, la bourse régionale est la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC) qui se trouve à Douala ; le régulateur régional est la Commission de Surveillance du Marché Financier (COSUMAF) qui se trouve à Libreville ; le Dépositaire Central unique est la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) à la BEAC à Yaoundé.

En parallèle, le secteur financier en RGE est caractérisé par la présence de nombreuses banques internationales, au côté de deux banques nationales, dont la Banque Nationale de la Guinée Équatoriale (BANGE).

En 2019, le secteur financier de la CEMAC a été marqué essentiellement par la fusion des marchés financiers de Douala et Libreville, renforçant ainsi l'intégration financière. En effet, lors de sa session extraordinaire du 31 octobre 2017 à N'Djamena, la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC avait décidé d'unifier le marché financier régional. La mise en œuvre de cette décision a été confiée à la BEAC par l'Acte Additionnel n°06/17-CEMAC-COSUMAF-CCE-CE du 19 février 2018 portant unification du marché financier de la CEMAC, complété par la décision du Comité de pilotage du Programme de réformes économiques et financières (PREF) de la CEMAC du 27 février 2018. Depuis 2019, la bourse régionale est la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC) qui se trouve à Douala ; le régulateur régional est la Commission de Surveillance du Marché Financier (COSUMAF) qui se trouve à Libreville ; le Dépositaire Central unique est la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) à la BEAC à Yaoundé. Selon le rapport sur l'Indice d'intégration régionale en Afrique (IIRA) 2020, la Guinée équatoriale avec un score de 0,804 se classe 3e sur les 11 pays de CEEAC (0,684) en matière d'intégration macroéconomique. Indice d'intégration régionale en Afrique (IIRA) 2020

Le marché des titres publics de la CEMAC est très segmenté entre d'une part un marché par adjudication des bons et obligations, animé par la BEAC, et d'autre part un marché par syndication pour l'émission d'obligations sur le marché financier régional de la BVMAC. Sur ce dernier la Guinée Equatoriale ne compte aucune ligne sur les 12 existantes.

Sur le marché action de la BVMAC qui est faiblement capitalisée avec 4 entreprises pour une capitalisation boursière de 147 milliards en décembre 2019, la Guinée Equatoriale ne compte aucune entreprise cotée. Toutefois, depuis la fusion des 2 bourses, la Guinée Equatoriale est le seul pays à avoir déjà transmis sa liste d'entreprises éligibles pour une prochaine entrée en bourse, il s'agit de 3 compagnies.

En ce qui concerne le marché des titres publics émis par adjudication organisé par la CRCT/BEAC, il a atteint un niveau record en 2019, avec 2 846,3 milliards de FCFA levés à travers 178 adjudications, dont 145 en bons du Trésor assimilables (BTA) pour 2 015,1 milliards de FCFA et 33 en obligations du Trésor assimilables (OTA) pour 831,2 milliards de FCFA. En 2019, la Guinée Equatoriale émettait sa première OTA, l'encours total des titres de la Guinée Equatoriale (GE) était de 461,13 milliards de FCFA, détenus par les investisseurs de la GE pour 322,95 milliards, les investisseurs du Cameroun pour 133,18 milliards et ceux du Congo pour 5 milliards de FCFA. Il s'agit essentiellement de BTA. Avec plus de la moitié des valeurs du Trésor en circulation dans la CEMAC (52,23 %), les investisseurs implantés au Cameroun sont les plus engagés sur le marché des valeurs du Trésor. Le reste des titres est réparti entre les investisseurs basés en Guinée Equatoriale (14,15 %), au Tchad (12,09 %), au Gabon (10,47 %), au Congo (8,97 %) et en République Centrafricaine (2,08%).

Le système bancaire en Guinée équatoriale comprend à la fois des banques locales et étrangères. La Guinée équatoriale a obtenu un score de 0,45 dans l'Indice d'intégration régionale africaine 2023, ce qui la place parmi les pays les plus performants de la CEEAC. La Guinée équatoriale a obtenu de meilleurs résultats en matière d'intégration macroéconomique